

STATISTIQUES 2014-2015
XIV^{ème} législature
(1^{er} octobre 2014 – 30 septembre 2015)



LISTE DES SIGLES, ABREVIATIONS ET SIGNES

COMMISSIONS PERMANENTES

AFET.....	Commission des affaires étrangères.
CULT.....	Commission des affaires culturelles et de l'éducation.
DEF.....	Commission de la défense nationale et des forces armées.
DEVE	Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.
ECO.....	Commission des affaires économiques.
FIN.....	Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
SOC.....	Commission des affaires sociales.

DIVERS

adt(s)	Amendement(s).
al.	Alinéa.
Art.....	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CEC	Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.
Cion	Commission.
CMP.....	Commission mixte paritaire.
DC	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
Gvt	Gouvernement.
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
LD	Lecture définitive.
L.O.	Loi organique.
NL	Nouvelle lecture.
PA.....	Procédure accélérée
PAC	Projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne soumis au Parlement (art. 88-4 de la Constitution).
Pj. AN	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
QG	Questions au Gouvernement
QOSD	Questions orales sans débat
R.	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.
SE	Secrétariat d'État.

SIGNES

—	Néant.
///.....	Impossibilité juridique ou pratique.

SOMMAIRE

1. Composition de l'Assemblée nationale	9
1.1. Répartition géographique des sièges	9
1.2. Effectifs des groupes	9
1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale.....	10
1.3.1. Remplacement de députés.....	10
1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de députés	11
1.3.3. Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales	11
1.3.4. Élections partielles	11
1.3.5. Sièges vacants au 30 septembre 2015	11
1.4. Âge, profession et autres mandats des députés.....	11
1.4.1. Répartition par tranche d'âge et par groupe	11
1.4.2. Moyenne d'âge par groupe	12
1.4.3. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle.....	12
1.4.4. Autres mandats détenus	15
1.5. Contestations d'opérations électorales	17
1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement.....	17
1.7. Immunités parlementaires	17
1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté	17
1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite	17
1.7.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'article 26 C.....	17
1.8. Incompatibilités parlementaires.....	17
2. Bilan d'activité.....	19
2.1. Congrès du Parlement	19
2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale	19
2.2.1. Sessions et séances publiques.....	19
2.2.2. Impressions parlementaires.....	20
2.3. Commissions permanentes et spéciales.....	20
2.3.1. Travaux des commissions	20

2.3.2. Répartition des rapporteurs par groupe.....	24
2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations.....	25
2.4. Commission des affaires européennes.....	25
2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes	25
2.4.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	25
2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques	26
2.6. Délégations et offices parlementaires.....	26
2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale.....	26
2.6.2. Offices parlementaires.....	26
2.6.3. Activités parlementaires internationales	26
2.7. Commissions d'enquête	26
3. Examen des textes.....	28
3.1. Projets et propositions de loi	28
3.1.1. Textes en instance de lecture au 1 ^{er} octobre 2014.....	28
3.1.2. Textes déposés	28
3.1.3. Textes définitivement adoptés au 30 septembre 2015	29
3.1.4. Textes en instance de lecture au 30 septembre 2015.....	30
3.1.5. Récapitulatif des textes pris en compte.....	30
3.1.6. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive	31
3.2. Propositions de résolution	32
4. Eléments de procédure.....	35
4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour.....	35
4.1.1. Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29C.....	35
4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art.48, al.2 et 3C	36
4.1.3. Session ordinaire - Semaines de l'Assemblée nationale (ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art.48, al.3C)	37
4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art.48, al.4C.....	38
4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'article 48, al 5C.	39
4.2. Procédures accélérées.....	39

4.3. Procédures d'examen simplifié (art. 103R.).....	41
4.4. Temps législatif programmé (art.49-5R.)	41
4.4.1. Temps global alloué	41
4.4.2. Part du temps utilisé par groupe	41
4.5. Motions de procédure (art. 91R., 122R. et 128R.)	42
4.6. Secondes délibérations	42
4.7. Commissions mixtes paritaires.....	43
4.7.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire	43
4.7.2. Issue des commissions mixtes paritaires	43
4.7.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure.....	45
4.7.4. Echec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure.....	45
4.8. Amendements.....	46
4.8.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique	46
4.8.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance	48
4.8.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session.....	49
4.9. Votes bloqués	51
4.10. Scrutins publics	51
4.11. Incidents de séance.....	52
4.12. Décisions du Conseil constitutionnel	52
5. Déclarations et débats	54
6. Engagements de responsabilité et censure	56
6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement.....	56
6.2. Motions de censure.....	56
7. Questions.....	58
7.1. Questions orales	58
7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement	58
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat.....	59
7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle	60
7.2. Questions écrites.....	61

7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses publiées	61
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites « signalées »	63

ANNEXES

Annexe I

<i>Modifications à la composition de l'Assemblée nationale</i>	<i>65</i>
--	-----------

Annexe II

<i>Missions temporaires confiées par le Gouvernement.....</i>	<i>66</i>
---	-----------

Annexe III

<i>Commissions élargies.....</i>	<i>69</i>
----------------------------------	-----------

Annexe IV

<i>Mission d'évaluation et de contrôle (MEC)</i>	<i>70</i>
--	-----------

<i>Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)</i>	<i>70</i>
---	-----------

<i>Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes</i>	<i>71</i>
--	-----------

<i>Missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement</i>	<i>71</i>
--	-----------

Annexe V

<i>Demandes de consultation des commissions sur des nominations.....</i>	<i>72</i>
--	-----------

Annexe VI

<i>Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution..</i>	<i>74</i>
--	-----------

Annexe VII

<i>Liste des commissions d'enquête.....</i>	<i>76</i>
---	-----------

<i>Travaux des commissions d'enquête</i>	<i>77</i>
--	-----------

Annexe VIII

<i>Propositions de loi Assemblée nationale rejetées</i>	<i>78</i>
---	-----------

<i>Proposition de loi Sénat rejetée</i>	<i>79</i>
---	-----------

<i>Propositions de loi Assemblée nationale renvoyées en commission</i>	<i>79</i>
--	-----------

Annexe IX

<i>Liste chronologique des lois promulguées</i>	<i>80</i>
---	-----------

Annexe X

<i>Textes examinés en application de l'article 29 C.</i>	<i>86</i>
---	-----------

<i>Textes examinés en application de l'article 48 C.</i>	<i>87</i>
---	-----------

Annexe XI

<i>Calendrier de la session ordinaire</i>	<i>94</i>
---	-----------

Annexe XII

<i>Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée au cours de la session 2014-2015</i>	<i>95</i>
---	-----------

Annexe XIII

<i>Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifié</i>	<i>98</i>
---	-----------

Annexe XIV

<i>Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé</i>	<i>100</i>
--	------------

Annexe XV

<i>Commissions mixtes paritaires.....</i>	<i>101</i>
---	------------

Annexe XVI

<i>Liste chronologique des scrutins</i>	<i>105</i>
---	------------

Annexe XVII

<i>Décisions du Conseil Constitutionnel</i>	<i>107</i>
---	------------

Annexe XVIII

<i>Déclarations et débats.....</i>	<i>112</i>
------------------------------------	------------

Annexe XIX

<i>Engagements de responsabilité et censure</i>	<i>115</i>
---	------------

Annexe XX

<i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	<i>116</i>
---	------------

Annexe XXI

<i>Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites</i>	<i>117</i>
--	------------

1.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. Composition de l'Assemblée nationale

1.1. Répartition géographique des sièges

Départements métropolitains	539
Départements d'outre-mer	19
Nouvelle-Calédonie et collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 C	8
Français établis hors de France	11
TOTAL	577

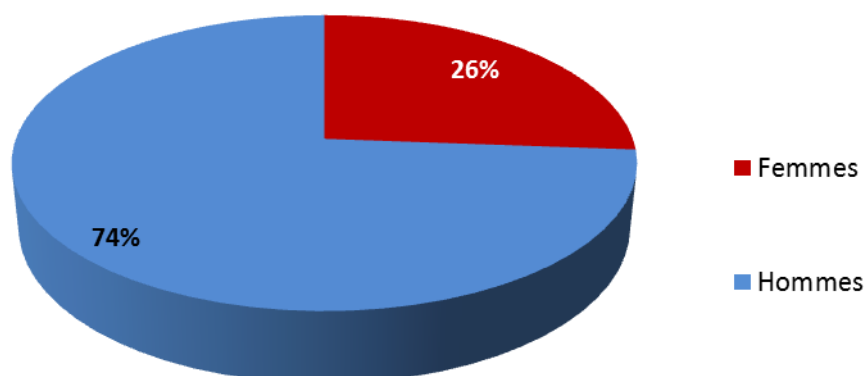
1.2. Effectifs des groupes

Groupes	Au 1 ^{er} octobre 2014			Au 30 septembre 2015		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
Socialiste, républicain et citoyen	275	14	289	275	12	287
Les Républicains	189	8	197	192	7	199
Union des démocrates et indépendants	30	0	30	30	0	30
Écologiste	17	1	18	18	0	18
Radical, républicain, démocrate et progressiste	17	0	17	18	0	18
Gauche démocrate et républicaine	15	0	15	15	0	15
Total des groupes	543	23	566	548	19	567
Députés non inscrits	///	///	9	///	///	10
Total des sièges pourvus			575 ⁽¹⁾			577 ⁽²⁾
Sièges vacants	///	///	2	///	///	0
Total des sièges			577			577

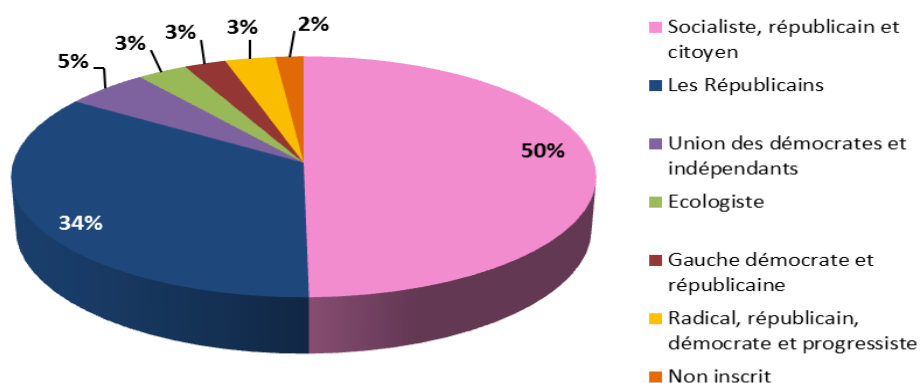
¹ Dont 151 femmes : 103 SRC, 28 UMP, 2 UDI, 9 Ecolo, 3 RRDP, 3 GDR, 3 non inscrits.

² Dont 151 femmes : 103 SRC, 28 REP, 2 UDI, 9 Ecolo, 3 RRDP, 3 GDR, 3 non inscrits.

Répartition des députés par sexe



Répartition par groupe politique (au 30 septembre 2015)



1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale ⁽³⁾

1.3.1. Remplacement de députés

Après :

– décès	0
– nomination à des fonctions ministérielles	3
– nomination au Conseil constitutionnel	0
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	2

³ Voir annexe I.

1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de députés : 3

1.3.3. Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales : 0

1.3.4. Élections partielles : 3

(Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d’opérations électorales 0

– cas de vacances autres que ceux mentionnés à l’article L.O. 176 du code électoral 2

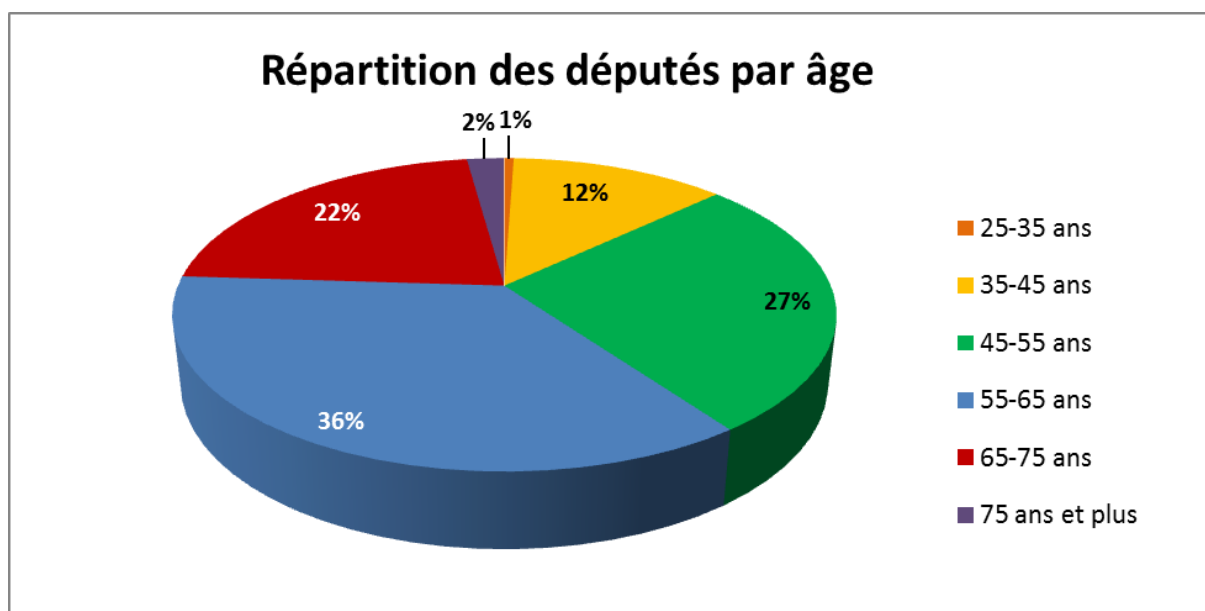
– démission volontaire 1

1.3.5. Sièges vacants au 30 septembre 2015 : 0

1.4. Âge, profession et autres mandats des députés

1.4.1. Répartition par tranche d’âge et par groupe

Désignation	Socialiste républicain et citoyen	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Ecologiste	Radical, républicain démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrits	<i>Total</i>
De 20 à 24 ans	-	-	-	-	-	-	-	-
De 25 à 29 ans	-	-	-	-	-	-	1	<i>1</i>
De 30 à 34 ans	1	2	-	-	-	-	-	<i>3</i>
De 35 à 39 ans	16	4	-	-	1	-	-	<i>21</i>
De 40 à 44 ans	26	14	3	3	1	-	1	<i>48</i>
De 45 à 49 ans	30	16	3	5	1	1	-	<i>56</i>
De 50 à 54 ans	40	33	8	3	3	2	3	<i>92</i>
De 55 à 59 ans	42	35	6	4	4	1	1	<i>93</i>
De 60 à 64 ans	53	43	3	-	2	2	2	<i>105</i>
De 65 à 69 ans	51	31	3	2	3	5	1	<i>96</i>
70 ans et plus	28	21	4	1	3	4	1	<i>62</i>
Total	287	199	30	18	18	15	10	<i>577</i>



1.4.2. Moyenne d'âge par groupe

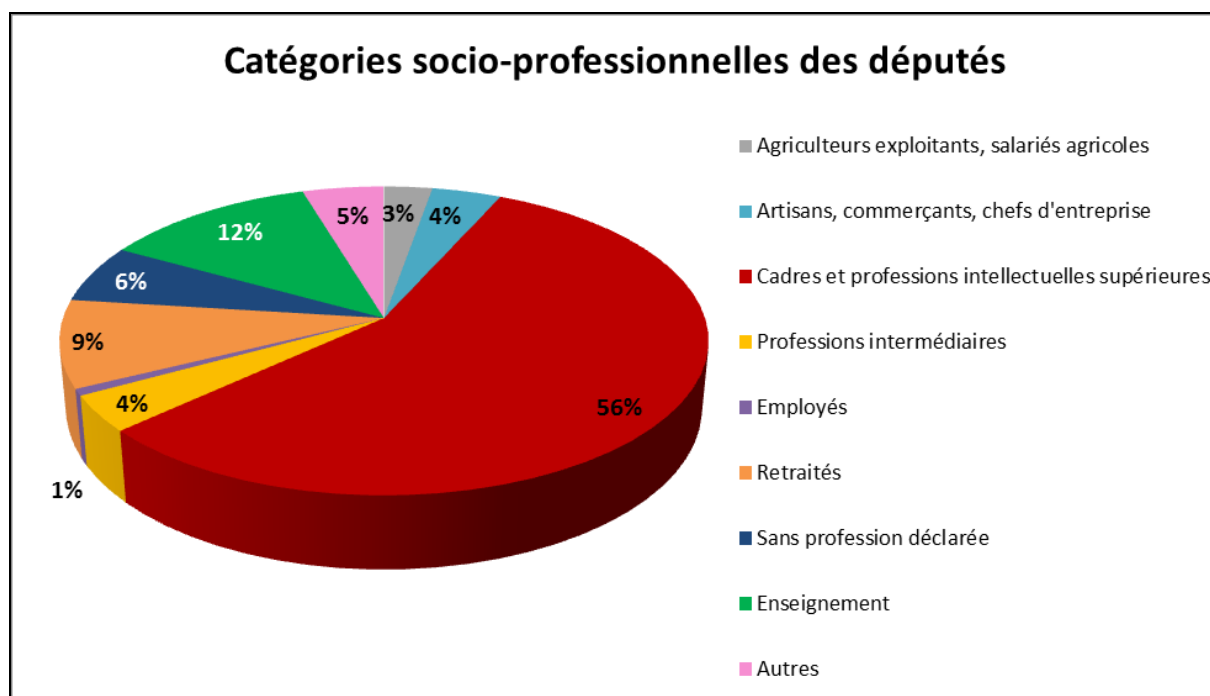
Groupes	Âge moyen
Socialiste, républicain et citoyen	57 ans et 4 mois
Les Républicains	58 ans et 5 mois
Union des démocrates et indépendants	57 ans et 3 mois
Écologistes	52 ans et 9 mois
Radical, républicain, démocrate et progressiste	58 ans et 11 mois
Gauche démocrate et républicaine	64 ans et 2 mois
Non inscrits	54 ans et 5 mois
Moyenne générale	57 ans et 9 mois

1.4.3. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle

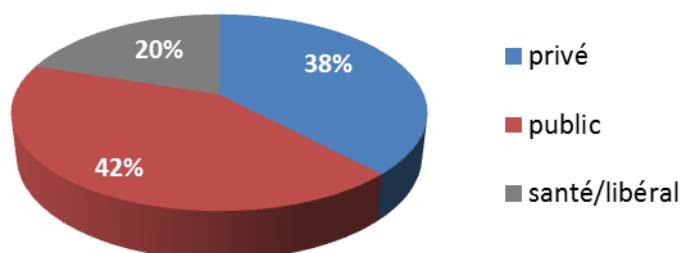
Professions	Socialiste républicain et citoyen	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Ecologiste	Radical, républicain démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrits	Total
Administrateurs de sociétés	-	5	-	-	-	-	-	5
Agents d'affaires	-	1	-	-	-	-	-	1
Agents d'assurances	-	23	-	-	-	-	-	2
Agents généraux d'assurances	-	1	-	-	-	-	-	1
Agents techniques et techniciens	3	-	-	-	-	1	-	4
Agriculteurs - propriétaires exploitants	6	8	-	1	-	-	-	15

Professions	Socialiste républicain et citoyen	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Ecologiste	Radical, républicain démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrits	Total
Architectes	1	-	-	-	-	-	-	1
Artisans	1	-	-	-	-	-	-	1
Assistantes sociales	2	-	-	-	-	-	-	2
Autres cadres (secteur privé)	15	13	2	1	1	1	2	35
Autres professions	15	8	2	1	1	-	-	27
Autres professions libérales	6	6	-	1	-	-	-	13
Avocats	10	18	3	-	1	-	2	34
Cadres (entreprises publiques)	7	1	-	-	-	-	-	8
Cadres supérieurs (secteur privé)	27	22	7	1	2	-	-	59
Cadres supérieurs (entreprises publiques)	5	1	-	-	-	-	-	6
Chirurgiens	-	2	-	-	-	-	-	2
Commerçants	2	-	2	-	-	1	-	5
Dentistes	1	1	-	-	-	-	1	3
Employés (secteur privé)	1	-	-	1	-	1	-	3
Employés (autres entreprises publiques)	-	-	-	-	1	-	-	1
Enseignants : secondaire et technique	25	4	-	1	1	1	-	32
Enseignants du premier degré - directeurs d'écoles	10	-	-	1	-	1	-	12
Experts comptables	-	2	1	-	-	-	-	3
Fonctionnaires de catégorie A	42	8	1	1	2	-	1	55
Fonctionnaires de catégorie B	5	1	-	-	-	-	-	6
Fonctionnaires de catégorie C	1	-	-	-	-	-	-	1
Fonctionnaires des grands corps de l'État	12	17	1	-	1	-	1	32
Hommes de lettres et artistes	1	-	-	-	-	-	-	1
Industriels, chefs d'entreprises industrielles	4	10	1	-	1	-	-	16
Ingénieurs	4	5	2	1	-	-	-	12
Journalistes	2	1	2	1	-	-	1	7
Magistrats	-	2	1	-	-	-	-	3
Médecins	7	11	1	1	1	1	-	22

Professions	Socialiste républicain et citoyen	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Ecologiste	Radical, républicain démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrits	Total
Notaires	-	2	-	-	-	-	-	2
Pensionnés et retraités civils	36	9	1	2	3	2	-	53
Permanents politiques	7	3	1	2	-	2	-	15
Pharmaciens	1	2	-	-	-	-	-	3
Professeurs de faculté	3	8	1	-	1	1	-	14
Professions rattachées à l'enseignement	8	1	-	1	-	3	-	13
Représentants de commerce	-	-	1	-	-	-	-	1
Sages-femmes	1	1	-	-	-	-	-	2
Salariés agricoles	-	-	-	-	-	-	1	1
Salariés du secteur médical	2	4	-	-	-	-	-	6
Sans profession déclarée	13	18	-	1	2	-	1	35
Vétérinaires	1	1	-	-	-	-	-	2



Répartition par secteur des députés ayant déclaré leur profession

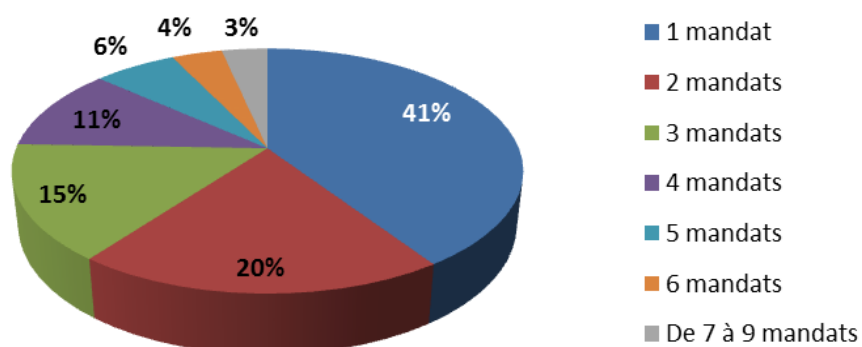


1.4.4. Autres mandats détenus ⁽⁴⁾

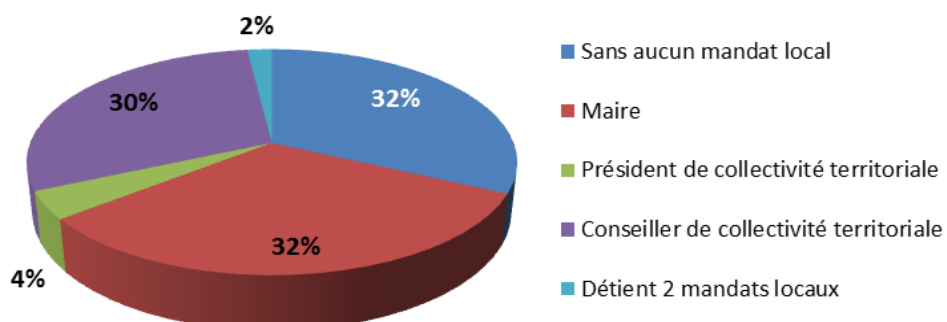
Mandats ou fonctions	Socialiste républicain et citoyen	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Ecologiste	Radical, républicain démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicain e	Non inscrit	Total
Maires	55	98	16	1	8	7	5	190
Maires d'arrondissement/de secteur	1	3	0	0	0	0	0	4
Conseillers régionaux	23	14	2	0	1	1	0	41
dont Présidents de conseil régional	4	0	0	0	1	0	0	5
Conseillers départementaux	24	25	5	0	1	1	0	56
dont Présidents de conseil départemental	5	12	2	0	0	0	0	19
Conseillers de Paris	5	4	0	0	0	0	0	9

⁴ Ces données sont recueillies sur la base des déclarations des députés.

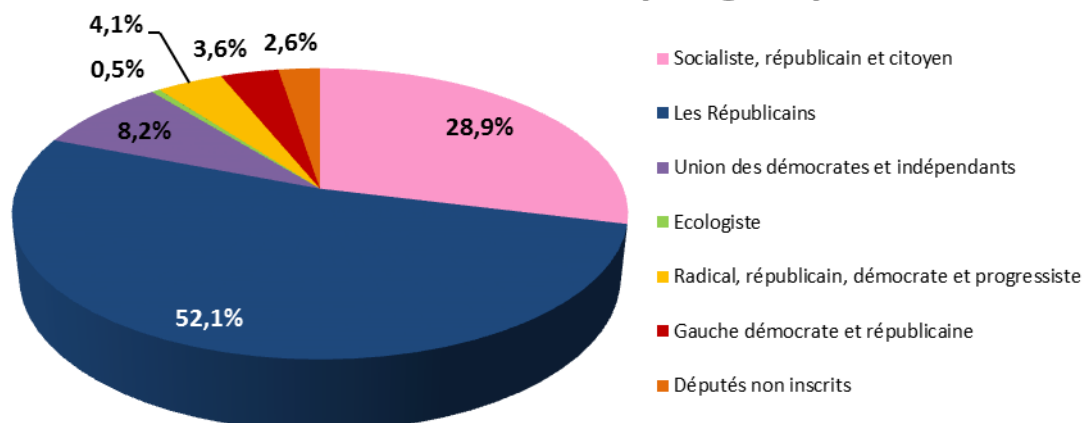
Nombre de mandats de députés



Mandats locaux des députés



Mandats de maire par groupe



1.5. Contestations d'opérations électorales

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
Enregistrées en cours de période	3	3
Requêtes :		
• devenues sans objet	-	-
• rejetées	3	3
• suivies d'annulation	-	-

1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽⁵⁾

Missions confiées au cours de la période	33
Missions en cours au 30 septembre 2015	8

1.7. Immunités parlementaires

1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale 1 ⁽⁶⁾

1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée nationale 0

1.7.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'article 26 C

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

1.8. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel 0

⁵ Voir annexe II.

⁶ Le Bureau, réuni le 18 mars 2015, autorise à l'unanimité l'application à M. Patrick Balkany des mesures de contrôle judiciaire prévues aux 1^{er}, 7^o et 9^o de l'article 138 du code de procédure pénale (interdiction de quitter le territoire métropolitain, remise du passeport, interdiction d'entrer en contact avec les autres protagonistes du dossier).

2.

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

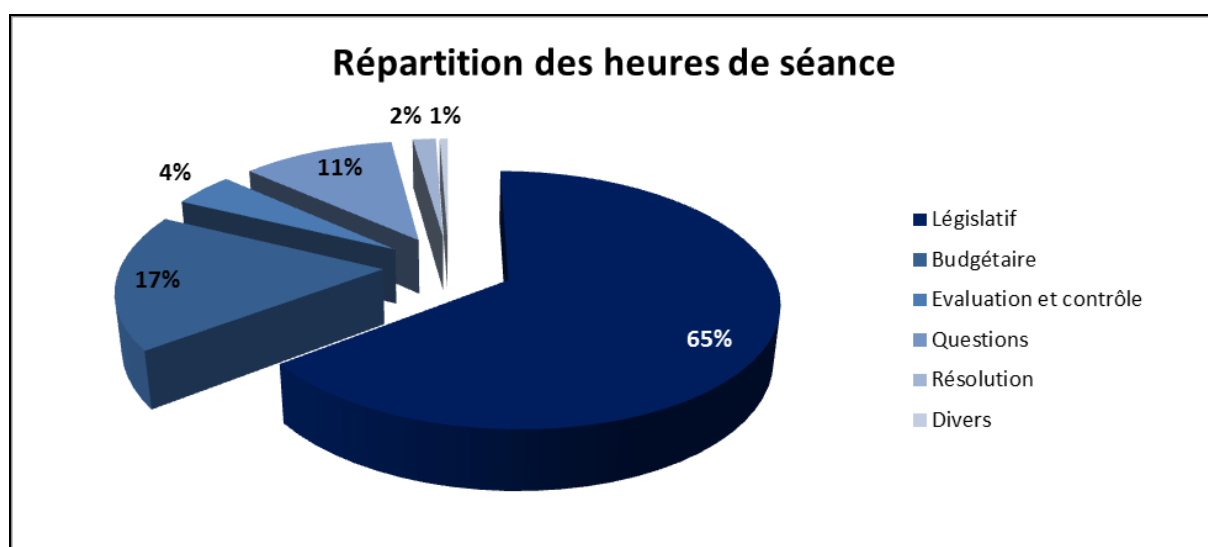
2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en Congrès durant la période couverte par ce recueil.

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires	Évaluation et contrôle ⁽⁷⁾	Questions	Résolutions	Divers ⁽⁸⁾
Session ordinaire du 1er octobre 2014 au 30 juin 2015	131	275	1 047 h 00	650 h 35	205 h 25	38 h 55	125 h 15	20 h 00	6 h 50
Sessions extraordinaires									
• du 1er au 23 juillet 2015	13	27	99 h 45	84 h 15	3 h 35	6 h 55	5 h 00	-	-
• du 15 au 30 septembre 2015	6	12	45 h 10	36 h 00	-	6 h 50	2 h 20	-	-
TOTAL	150	314	1 191 h 55	770 h 50	209 h 00	52 h 40	132 h 35	20 h 00	6 h 50



⁷ Dont déclarations, motions de censure et débats.

⁸ Dont élections du Bureau, hommage aux victimes des attentats des 7, 8 et 9 janvier 2015, dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes et allocution du Roi d'Espagne Felipe VI.

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Projets de loi	92	6 952	5	344	100	7 840
Propositions de loi	310	5 912			368	6 874
Propositions de résolution	57	664			72	856
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution			-	-	974	12 203
Rapports législatifs ⁽⁹⁾	187	26 350	55	4 684	339	36 341
Avis	36	2 622	56	3 568	98	6 622
Rapports d'information ⁽¹⁰⁾	101	15 919			123	19 293
Autres rapports ⁽¹¹⁾	11	2 154			11	2 154
Totaux	794	60 573	116	8 596	2 085	92 183

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions ⁽¹²⁾

- Réunions

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciale ⁽¹³⁾	Total
Nombre	68	88	111	83	84	70	136	102	53	795
Durée	129 h 15	157 h 00	157 h 15	152 h 00	126 h 30	110 h 45	197 h 15	159 h 45	141 h 00	1 330 h 45
<i>dont examen budgétaire</i>	<i>18 h 30</i>	<i>23 h 30</i>	<i>4 h 20</i>	<i>11 h 45</i>	<i>8 h 00</i>	<i>9 h 00</i>	<i>68 h 50</i>	<i>12 h 30</i>	<i>0</i>	<i>156 h 25</i>
<i>dont commission élargie ⁽¹⁴⁾</i>	<i>12 h 45</i>	<i>22 h 55</i>	<i>4 h 15</i>	<i>4 h 45</i>	<i>7 h 15</i>	<i>8 h 15</i>	<i>57 h 15</i>	<i>8 h 15</i>	<i>0</i>	<i>57 h 15</i>
Ouvertes à la presse	48	68	27	61	32	60	87	72	38	493
Auditions										
Membres du Gouvernement	15	11	18	18	16	6	48	21	1	154
Autres personnalités	36	119	52	25	118	84	55	27	0	516
Total des auditions	51	130	70	43	134	90	103	48	1	670

⁹ Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

¹⁰ Rapports d'information des commissions permanentes, du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques, des délégations et des missions d'information.

¹¹ Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités ou les assemblées européennes et euro-atlantiques.

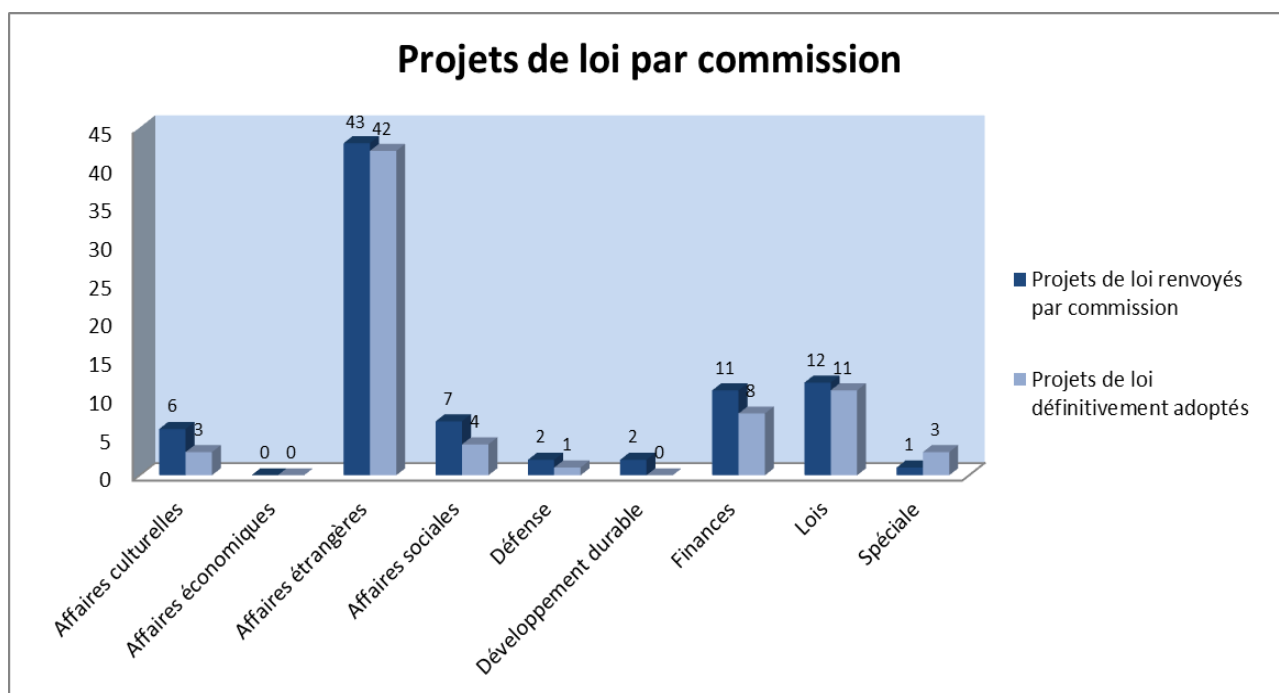
¹² Pour les travaux de la MEC, de la MECSS, les missions d'information communes et les missions d'information créées par la Conférence des Présidents, voir annexe IV.

¹³ Commissions spéciales croissance et activité, système prostitutionnel et transition énergétique.

¹⁴ Voir annexe III.

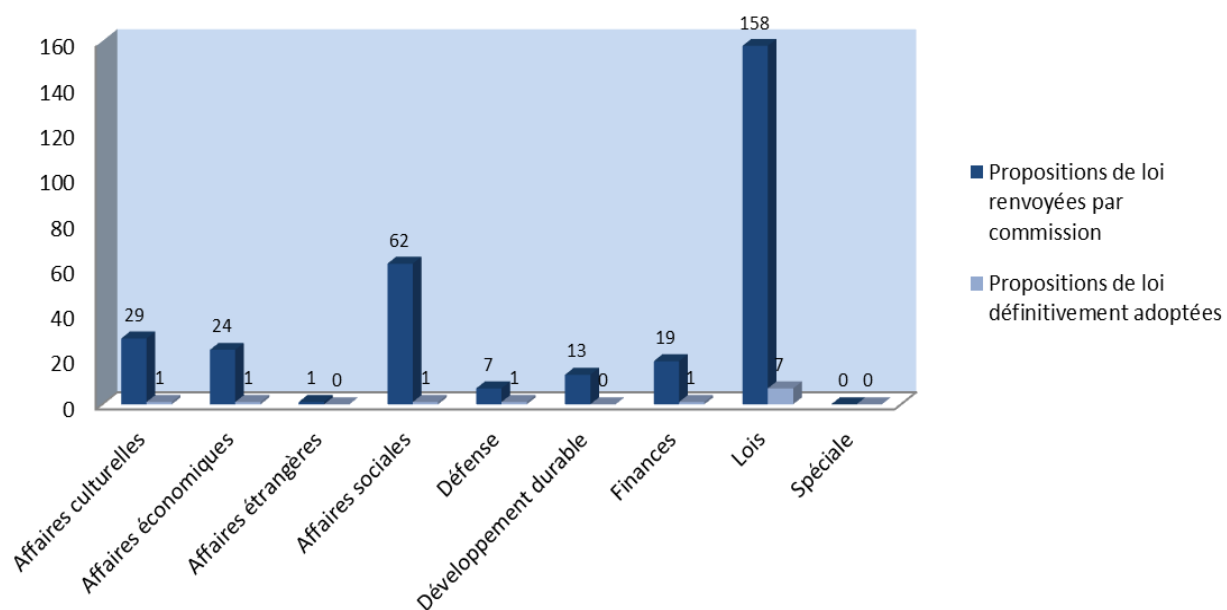
- Examen des textes

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciale	Total
Textes renvoyés en première lecture :										
Projets de loi	6	-	43	7	2	2	11	12	1	84
Propositions de loi	29	24	1	62	7	13	19	158	-	313
Propositions de résolution ⁽¹⁵⁾	1	8	7	3	-	7	4	13	-	43
<i>dont propositions européennes</i>	-	2	3	-	-	3	-	3	-	11
Total des textes renvoyés	36	32	51	72	9	22	34	183	1	440
Textes adoptés définitivement :										
Projets de loi	3	-	42	4	1	-	8	11	3	72
Propositions de loi	1	1	-	1	1	-	1	7	-	12
Propositions de résolution ⁽⁹⁾	-	2	3	-	-	3	1	6	-	15
<i>dont propositions européennes</i>	-	2	3	-	-	3	-	3	-	11
Total des textes adoptés définitivement	4	3	45	5	2	3	10	24	3	99

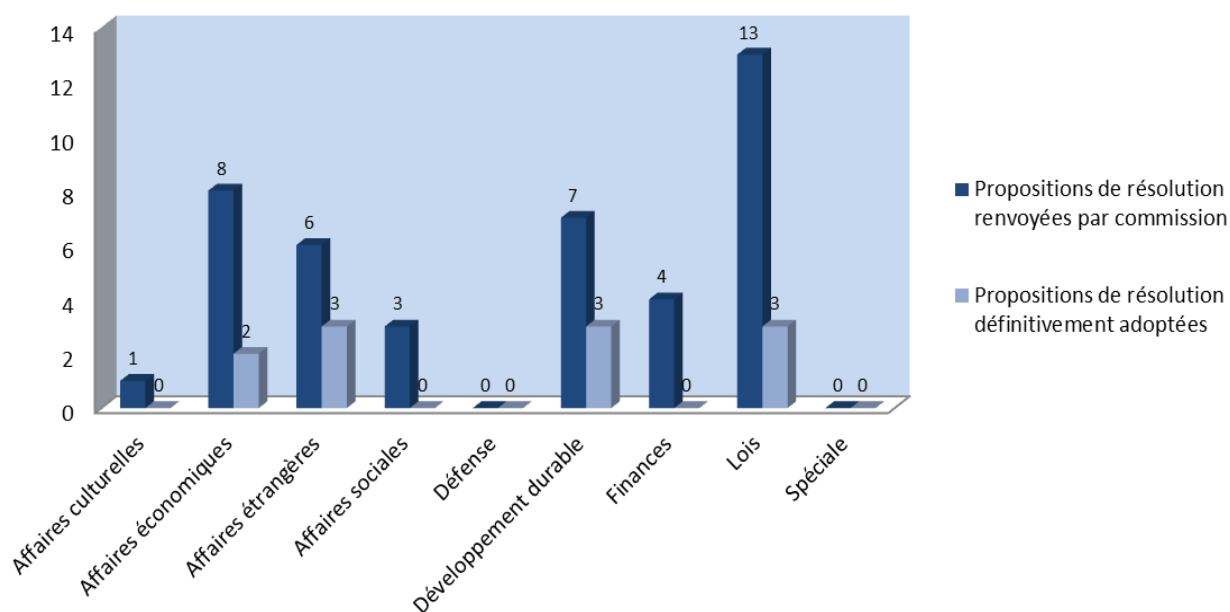


¹⁵ Hors propositions de résolution déposées en application de l'article 34-1 de la Constitution.

Propositions de loi par commission



Propositions de résolution par commission



- Rapports et avis

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciale	Total
Rapports déposés										
En première lecture :										
sur des projets de loi	4	-	42	5	1	1	5	10	1	69
sur des propositions de loi	4	2	-	8	3	1	1	28	-	47
sur des propositions de résolution	-	2	1	1	-	2	3	4	-	13
<i>dont propositions européennes</i>	-	2	1	1	-	2	2	1	-	9
Total des rapports déposés en 1^{ère} lecture	8	4	43	14	4	4	9	42	1	129
<i>dont rapports conjoints</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
En lectures suivantes :										
sur des projets de loi	2	-	2	5	-	-	8	8	4	29
sur des propositions de loi	-	1	-	1	-	-	-	4	1	7
Total des rapports déposés en lectures suivantes	2	1	2	6	-	0	8	12	5	36
Total des rapports toutes lectures	10	5	45	20	4	4	17	54	6	165
<i>Annexes au rapport général</i>	-	-	-	-	-	-	48	-	-	48
Avis										
sur le PLF de l'année	10	13	10	7	8	10	-	14	-	72
sur d'autres PLF	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur des projets de loi	3	2	3	2	1	1	4	1	-	17
sur des propositions de loi	-	4	-	-	-	3	-	1	-	8
sur des propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont propositions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	13	19	13	9	9	14	4	16	-	97
Rapports d'information	4	4	6	3	5	5	11	8	-	46
<i>dont rapports d'application (art. 145, al. 7)</i>	-	1	-	2	-	1	1	-	-	5
<i>dont rapports d'information budgétaire (art. 146)</i>	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-

2.3.2. Répartition des rapporteurs par groupe

2.3.2.1. Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	Socialiste, républicain et citoyen	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Ecologiste	Radical, républicain, démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrit	Total
Commissions saisies au fond								
- projets de loi	92	10	3	1	-	-	-	106
- propositions de loi	27	18	3	4	4	2	-	58
- propositions de résolution (hors européennes)	2	-	-	-	1	1	-	4
- propositions de résolutions européennes	9	-	-	1	-	2	-	12
Total	130	28	6	6	5	5	-	180
Commissions saisies pour avis								
- projets de loi	17	-	-	-	-	-	-	17
- propositions de loi	8	-	-	-	-	-	-	8
- propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont résolutions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	25	-	-	-	-	-	-	25

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	Socialiste, républicain et citoyen	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Ecologiste	Radical, républicain, démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrit	Total
Commissions des finances								
- rapporteur général (1 ^{ère} lecture)	4	-	-	-	-	-	-	4
- rapporteur général (lectures suivantes)	12							12
- rapporteurs spéciaux	30	12	2	2	1	1	-	48
Autres commissions (avis)								
- sur la loi de finances annuelle	39	17	6	4	4	2	-	72
- sur les autres lois de finances	0	-	-	-	-	-	-	0

2.3.2.3. Rapports d'information ⁽¹⁶⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	Socialiste, républicain et citoyen	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Ecologiste	Radical, républicain, démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrit	Total
- Rapports d'information des commissions permanentes	35	7	1	3	-	-	-	46
<i>dont rapports d'information budgétaires</i>	2	-	-	-	-	-	-	2
<i>dont rapports d'application</i>	4	1	-	-	-	-	-	5

2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations ⁽¹⁷⁾

26

2.4. Commission des affaires européennes

2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes

Réunions		Auditions		Nombre de textes		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution	Propositions de résolution déposées
75	108 h 15	19	28	22	901	11

2.4.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽¹⁸⁾

Textes en instance au 1 ^{er} octobre 2014	623
Textes transmis durant la période	863
Textes retirés ou devenus définitifs	366
Textes en instance au 30 septembre 2015	512

¹⁶ Ce tableau recense les rapporteurs d'information des huit commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'informations communes à plusieurs commissions, à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale qui sont présentées à l'annexe IV du présent recueil.

¹⁷ Voir annexe V.

¹⁸ Voir annexe VI. Voir aussi, ci-après en 3.2, la répartition par groupe des propositions de résolution.

2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

Nombre de réunions	Durée	Nombre de rapports déposés	Auditions de membres du Gouvernement	Auditions d'autres personnalités
8	8 h 15	5	-	1

2.6. Délégations et offices parlementaires

2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	33	42 h 15	5	53	4
Délégation aux outre-mer	14	18 h 00	4	23	2

2.6.2. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	30	95 h 30	-	57	12

2.6.3. Activités parlementaires internationales

	Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe	Assemblée parlementaire de l'OSCE	Assemblée parlementaire de l'OTAN	Assemblée parlementaire de la francophonie
Rapports déposés	4	1	1	1

2.7. Commissions d'enquête ⁽¹⁹⁾

- Commissions constituées durant la période 3
- Rapports déposés durant la période 6

¹⁹ Voir annexe VII.

3.

EXAMEN DES TEXTES

3. Examen des textes

3.1. Projets et propositions de loi

3.1.1. Textes en instance de lecture au 1^{er} octobre 2014

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale au 1 ^{er} octobre 2014	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat ⁽²⁰⁾	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	57	23	80
en instance de lectures suivantes	1	1	2
Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN	58	24	82
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	1	76	77
en instance de lectures suivantes	6	3	9
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN	7	79	86

Textes en instance de lecture au Sénat au 1 ^{er} octobre 2014	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat ⁽²¹⁾	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	9	//	9
en instance de lectures suivantes	1	2	3
Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat	10	2	12
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	8	//	8
en instance de lectures suivantes	0	4	4
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat	8	4	12

3.1.2. Textes déposés entre le 1^{er} octobre 2014 et le 30 septembre 2015

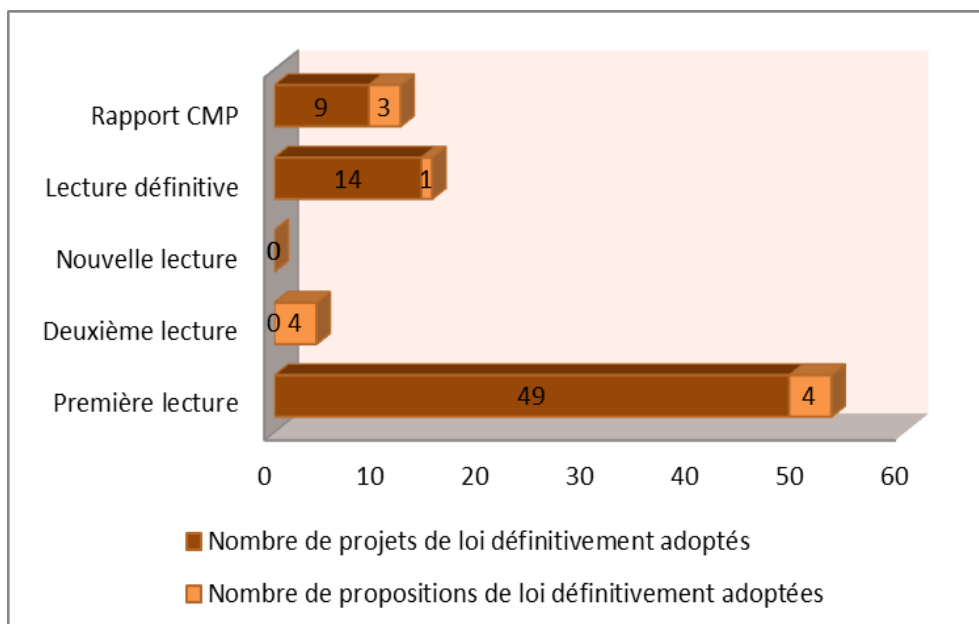
Textes déposés à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi déposés :			
en première lecture	51	34	85
en lectures suivantes	26	9	35
retraits	0	0	0
Nombre total de projets de loi déposés sur la session	77	43	120
Propositions de loi déposées :			
en première lecture	300	16	316
en lectures suivantes	8	0	8
retraits	-3	0	-3
Nombre total de propositions de loi déposées sur la session	305	16	321 ²¹

²⁰ Il s'agit uniquement des textes de lois déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

²¹ Dont 15 propositions de loi constitutionnelle et 11 propositions de loi organique.

3.1.3. Textes définitivement adoptés au 30 septembre 2015

Types de texte		Lieu d'adoption définitive	Niveau de lecture de l'adoption définitive du texte					Total
			Première lecture	Deuxième lecture	Nouvelle lecture	Lecture définitive	Rapport CMP	
PROJETS	Déposés à l'AN	Assemblée nationale		0	0	10	1	11
		Sénat	23	0	0		5	28
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	26	0	0	4	0	30
		Sénat		0	0		3	3
Nombre de projets de loi définitivement adoptés			49	0	0	14	9	72
PROPOSITIONS	Déposés à l'AN	Assemblée nationale		1	0	1	0	2
		Sénat	2	0	0		2	4
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	2	0	0	0	1	3
		Sénat		3	0		0	3
Nombre de propositions de loi définitivement adoptées			4	4	0	1	3	12 ²²



²² Sur la session, 13 propositions de loi ont été rejetées : voir annexe VIII.

3.1.4. Textes en instance de lecture au 30 septembre 2015

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	67	22	89
en instance de lectures suivantes	1	0	1
Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN	68	22	90
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	0	81	81
en instance de lectures suivantes	4	2	6
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN	4	83	87

Textes en instance de lecture au Sénat	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	9	//	9
en instance de lectures suivantes	1	1	2
Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat	10	2	11
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	14	//	14
en instance de lectures suivantes	2	9	11
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat	16	9	25

3.1.5. Récapitulatif des textes pris en compte

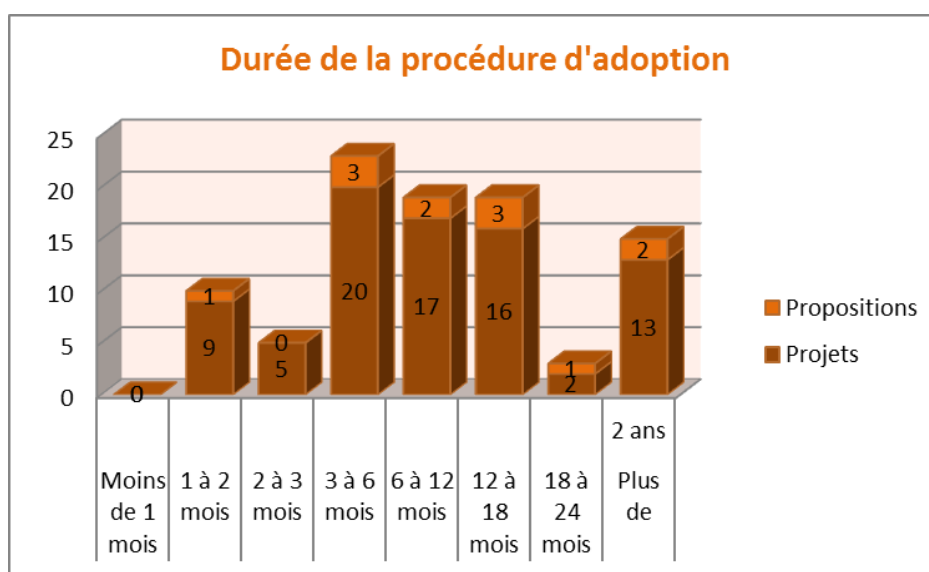
	Total des textes en instance à l'AN au 1 ^{er} octobre 2014 + textes déposés à l'AN	Total des textes examinés	Total des textes adoptés	Total des lois promulguées ²³
Projets de loi	202	79	72	71 ²⁴
Propositions de loi	407	45	12	13
TOTAL	609	124	84	84

²³ Voir annexe IX.

²⁴ Dont 39 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

3.1.6. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		Moins de 1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Total
PROJETS	Déposés à l'AN	0	5	1	13	10	4	1	4	39
	Déposés au Sénat	0	3	4	4	5	9	0	7	33
Durée de la procédure d'adoption des projets de loi		0	8	5	17	15	13	1	11	72
PROPOSITIONS	Déposées à l'AN	0	0	0	3	1	1	1	0	6
	Déposées au Sénat	0	1	0	0	1	2	0	2	6
Durée de la procédure d'adoption des propositions de loi		0	1	0	3	2	3	1	2	12



		Durée moyenne
PROJETS	Déposés à l'Assemblée nationale	291 jours
	Déposés au Sénat	426 jours
Durée moyenne de la procédure d'adoption d'un projet de loi		314 jours
PROPOSITIONS	Déposées à l'Assemblée nationale	278 jours
	Déposées au Sénat	520 jours
Durée moyenne de la procédure d'adoption d'une proposition de loi		399 jours

3.2. Propositions de résolution

	Socialiste, républicain et citoyen	Les Républicains	Union des démocrates et indépendants	Ecologiste	Radical, républicain, démocrate et progressiste	Gauche démocrate et républicaine	Non inscrit	Total
Modification du Règlement de l'Assemblée nationale								
. déposées	1	0	0	0	0	0	2	3
. rejetées	0	-	-	-	-	-	0	0
. adoptées	1	-	-	-	-	-	0	1
Création de commission d'enquête								
. déposées	2	13	0	1	0	10	3	29
. retirées	0	0	-	0	-	0	0	0
. adoptées	0	1	-	1	-	1	0	3
Article 34-1 de la Constitution								
. déposées	2	14	2	1	1	3	2	25
. retirées	0	2	0	0	0	0	0	23
. adoptées	2	0	0	0	0	0	0	2
. rejetées	0	2	0	0	0	0	0	2
Résolutions européennes								
. déposées	10	3	0	4	0	1	1	19
- par un rapporteur de la commission des affaires européennes	7 ²⁵	0	-	4	-	0	0	11
- par un député	3 ²⁶	3	-	0	-	1	0	7
. rejetées	1 ²⁷	0	-	0	-	1	0	2
. considérées comme adoptées	7 ²⁸	0	-	4	-	0	0	11
. adoptées en séance	2	0	-	0	-	0	0	2
Suspension de détention ou de poursuites								
. déposées	-	-	-	-	-	-	-	-
. adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-
Mise en accusation devant la Haute Cour								
. déposées	-	-	-	-	-	-	-	-
. adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-

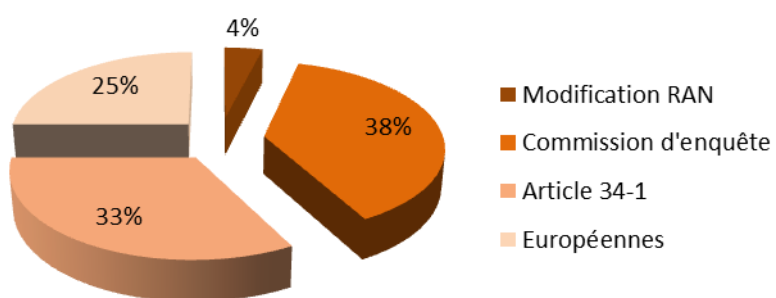
²⁵ dont deux communes aux groupes Socialiste, républicain et citoyen et Les Républicains.

²⁶ dont une commune aux groupes Socialiste, républicain et citoyen et Ecologiste.

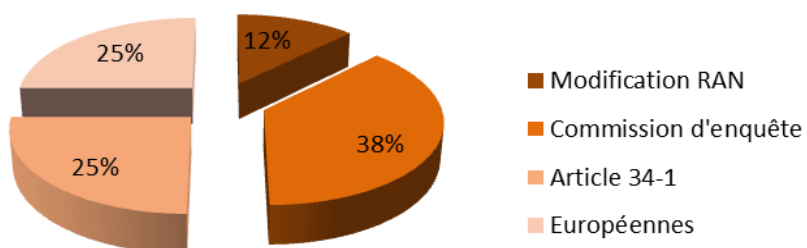
²⁷ résolution commune aux groupes Socialiste, républicain et citoyen et Ecologiste.

²⁸ dont deux communes aux groupes Socialiste, républicain et citoyen et Les Républicains.

Types de résolutions déposées



Types de résolutions adoptées



4.

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

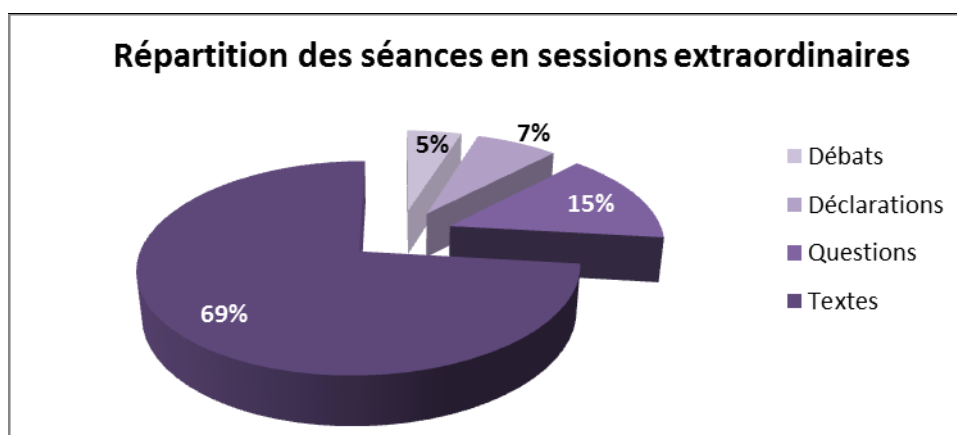
4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29C.

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
39	144 h 55

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	2 ⁽²⁹⁾
Déclarations	3 ⁽³⁰⁾
Questions	6
• Questions d'actualité au Gouvernement	6
• Questions orales sans débat	0
• Questions sur une thématique ministérielle	0
Examen des textes	30



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	25
• Dont conventions	5
Nombre de propositions de loi	2
Nombre de propositions de résolution	0
TOTAL Textes examinés	27

²⁹ 3 débats en séance.

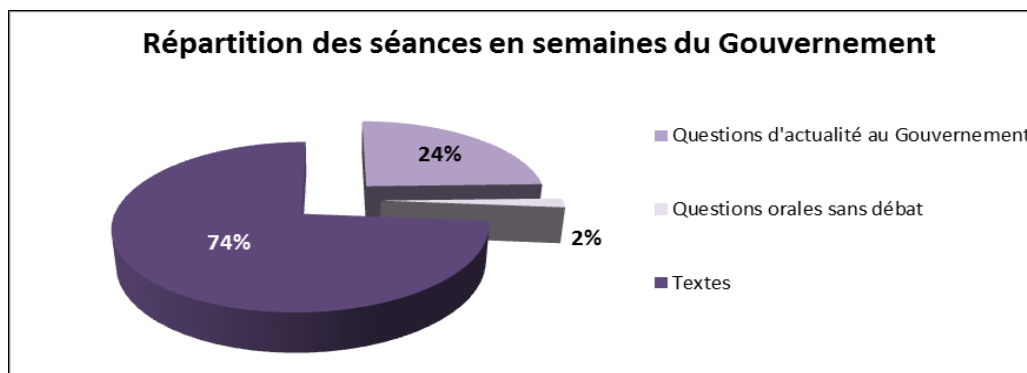
³⁰ 2 déclarations art.50-1C et 1 déclaration art.35C.

4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art.48, al.2 et 3C ⁽³¹⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
168 ⁽³²⁾	653 h 25 ⁽³³⁾

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	1
Déclarations	0
Questions	44
• Questions d'actualité au Gouvernement	41
• Questions orales sans débat	3
• Questions sur une thématique ministérielle	0
Examen des textes	123



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	76
• Dont conventions	38
Nombre de propositions de loi	10
Nombre de propositions de résolution	0
TOTAL Textes examinés	86

³¹ Y compris semaines réservées à l'examen des PLF et PLFSS. Voir annexe XI calendrier de la session ordinaire 2014-2015.

³² Dont 46 séances d'examen budgétaire.

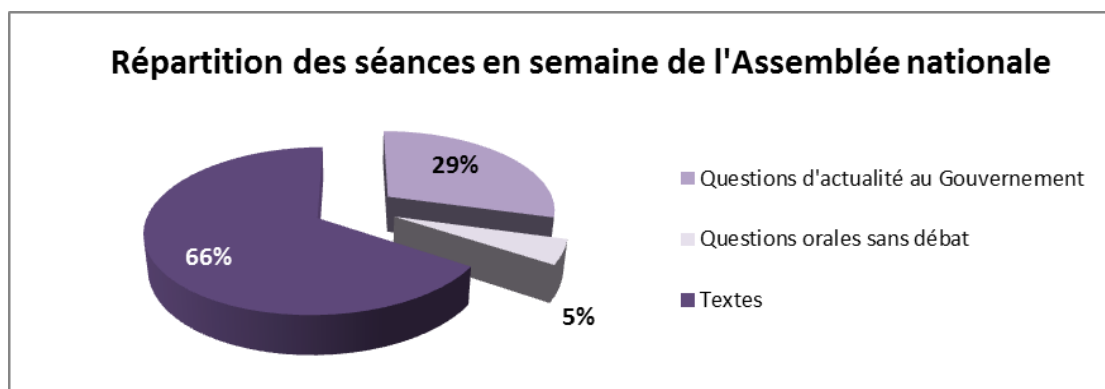
³³ Dont 167 h 40 d'examen budgétaire.

4.1.3. Session ordinaire - Semaines de l'Assemblée nationale (ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art.48, al.3C) ⁽³⁴⁾ (³⁵)

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
41	168 h 30

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	0
Déclarations	0
Questions	14
• Questions d'actualité au Gouvernement	12
• Questions orales sans débat	2
• Questions sur une thématique ministérielle	0
Examen des textes	27



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	4
• Dont conventions	1
Nombre de propositions de loi	14
Nombre de propositions de résolution	5
TOTAL Textes examinés	23

³⁴ Voir annexe X..

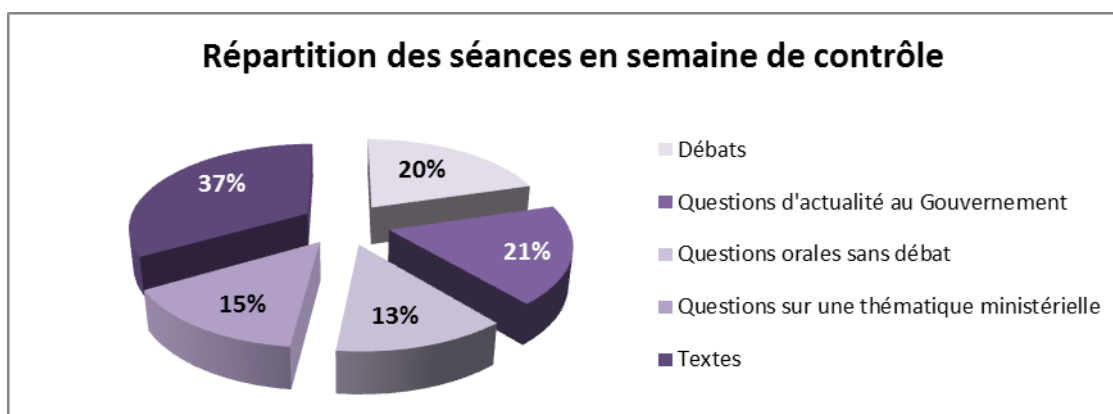
³⁵ Voir annexe XI.

4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art.48, al.4C.⁽³⁶⁾ ⁽³⁷⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
50	175 h 50

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	11 ⁽³⁸⁾
Déclarations	1 ⁽³⁹⁾
Questions	25
• Questions d'actualité au Gouvernement	10
• Questions orales sans débat	7
• Questions sur une thématique ministérielle	8
Examen des textes	18



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	8
• Dont conventions	1
Nombre de propositions de loi	2
Nombre de propositions de résolution	2
TOTAL Textes examinés	13

³⁶ Voir annexe X.

³⁷ Voir annexe XI.

³⁸ 17 débats en séance.

³⁹ 1 déclaration art.35C.

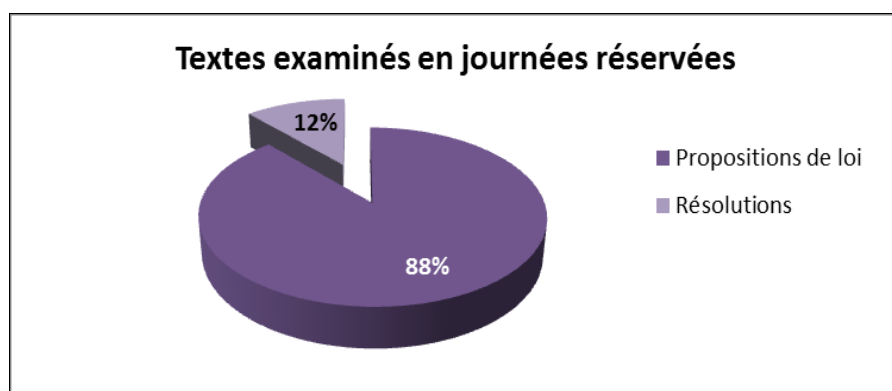
4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l’initiative d’un groupe d’opposition ou minoritaire en application de l’article 48, al 5C. ⁽⁴⁰⁾⁽⁴¹⁾

Nombre de séances	Nombre d’heures de séance
16	49 h 15

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	0
Déclarations	0
Questions	0
<ul style="list-style-type: none"> • Questions d’actualité au Gouvernement • Questions orales sans débat • Questions sur une thématique ministérielle 	-
Examen des textes	16

TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	0
<ul style="list-style-type: none"> • Dont conventions 	-
Nombre de propositions de loi	23
Nombre de propositions de résolution	3
TOTAL Textes examinés	26



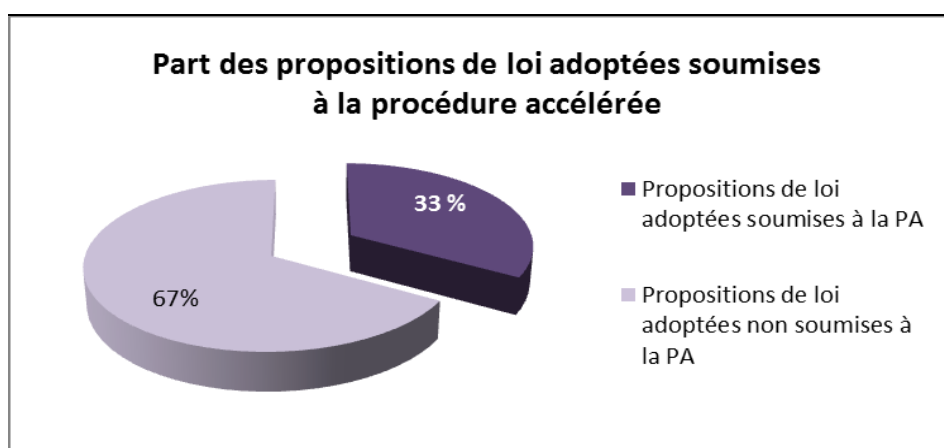
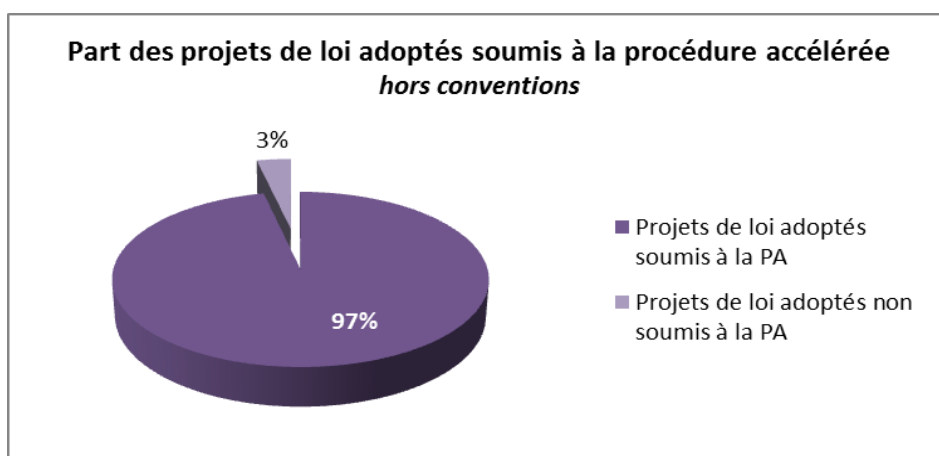
⁴⁰ Voir annexe X.

⁴¹ Voir annexe XI.

4.2. Procédures accélérées

Engagées sur projets de loi	36
• <i>Dont conventions</i>	<i>11</i>
Engagées sur propositions de loi	9
TOTAL	45

Projets de loi adoptés au cours de la session ayant été soumis à la procédure accélérée	45
• <i>Dont conventions</i>	<i>17</i>
Propositions de loi adoptées au cours de la session ayant été soumises à la procédure accélérée	4
Pourcentage des textes adoptés soumis à la procédure accélérée	58 %



4.3. Procédures d'examen simplifié (art. 103R.)

Projets ayant fait l'objet d'une demande	30
Oppositions ⁽⁴²⁾	2
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	30

4.4. Temps législatif programmé (art.49-5R.)

4.4.1. Temps global alloué

Projets de loi pour lesquels la conférence des Présidents a fixé une durée maximale d'examen	5 ⁽⁴³⁾
Temps maximal alloué ⁽⁴⁴⁾	50 h 00
Temps minimal alloué	7 h 30

Groupes	Répartition
Socialiste, républicain et citoyen	27 %
Les Républicains	41 %
Union des démocrates et indépendants	12 %
Ecologiste	6 %
Radical, républicain, démocrate et progressiste	6 %
Gauche démocrate et républicaine	6 %
Députés non inscrits	2 %

4.4.2. Part du temps utilisé par groupe

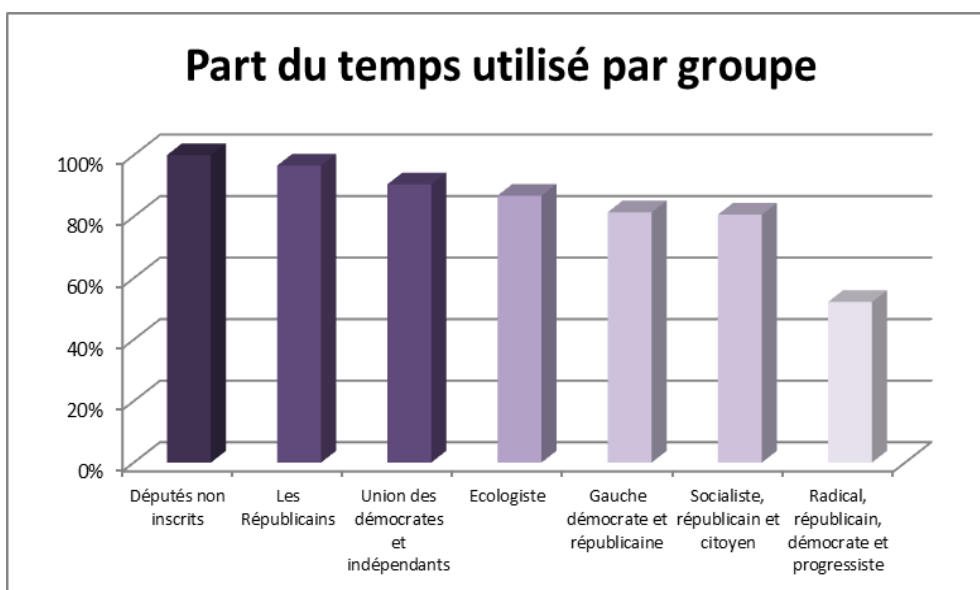
Groupes	Temps de parole utilisé
Socialiste, républicain et citoyen	81 %
Les Républicains	97 %
Union des démocrates et indépendants	90 %
Ecologiste	87 %
Radical, républicain, démocrate et progressiste	52 %
Gauche démocrate et républicaine	81 %
Députés non inscrits	100 %
Moyenne du temps utilisé par les groupes	84 %

⁴² Pour le projet de ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 (opposition le 18/11/2014 en conférence des présidents).

Pour le projet de loi portant approbation de la convention entre le Gouvernement de la république française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (opposition le 04/03/2015 en séance).

⁴³ Voir annexe XIV.

⁴⁴ Le groupe Gauche, démocrate et républicaine a fait usage de sa demande de droit d'allongement du temps législatif programmé à 50 heures pour le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.



4.5. *Motions de procédure (art. 91R., 122R. et 128R.)*

	Mises aux voix par scrutin public	Adoptées
Rejet préalable	26	4
Renvoi en commission	26	4
Motion référendaire	0	-
Demande d'ajournement	0	-

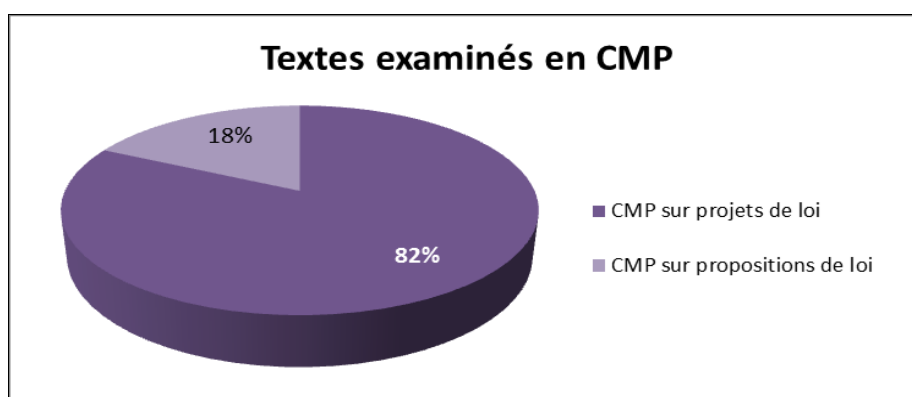
4.6. *Secondes délibérations*

Demandes : <ul style="list-style-type: none"> • du Gouvernement • d'une commission • d'un député 	11 0 0
---	--------------

4.7. Commissions mixtes paritaires

4.7.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire

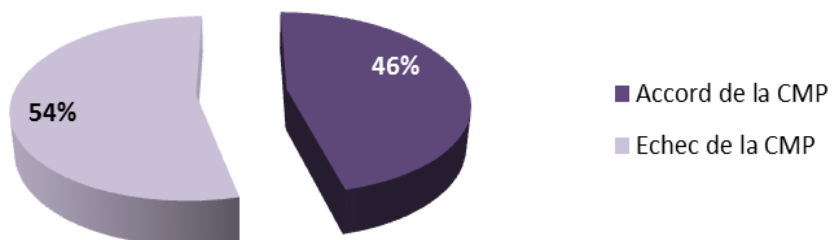
	Projets	Propositions	TOTAL
Après première lecture <i>(procédure accélérée, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale)</i>	21	4	25
Après deuxième lecture	2	1	3
Après lectures suivantes	-	-	-
TOTAL	23	5	28



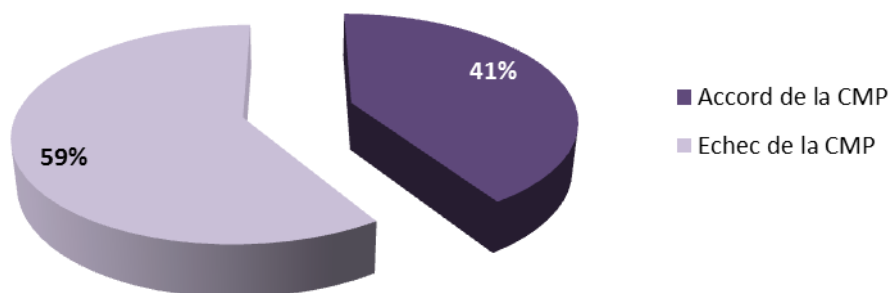
4.7.2. Issue des commissions mixtes paritaires

	Projets	Propositions	TOTAL
Accord	9	3	12
Echec	13	1	14
TOTAL	22	4	26

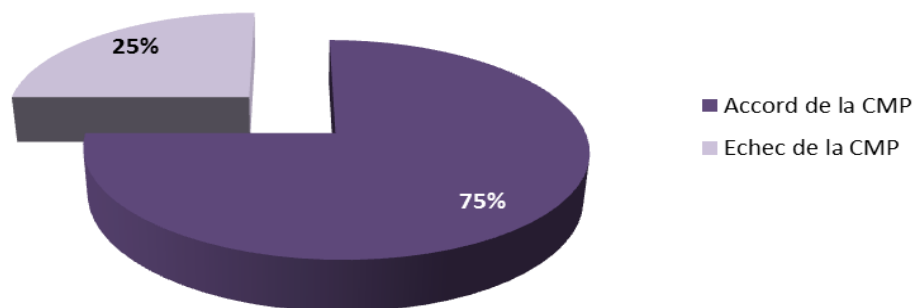
Issue des commissions mixtes paritaires



Issue des commissions mixtes paritaires sur projets de loi



Issue des commissions mixtes paritaires sur propositions de loi



4.7.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure

	Projets	Propositions	TOTAL
Adoption conforme sur le texte CMP	9	3	12
• Avec amendements	2	2	4
• Sans amendement	7	1	8

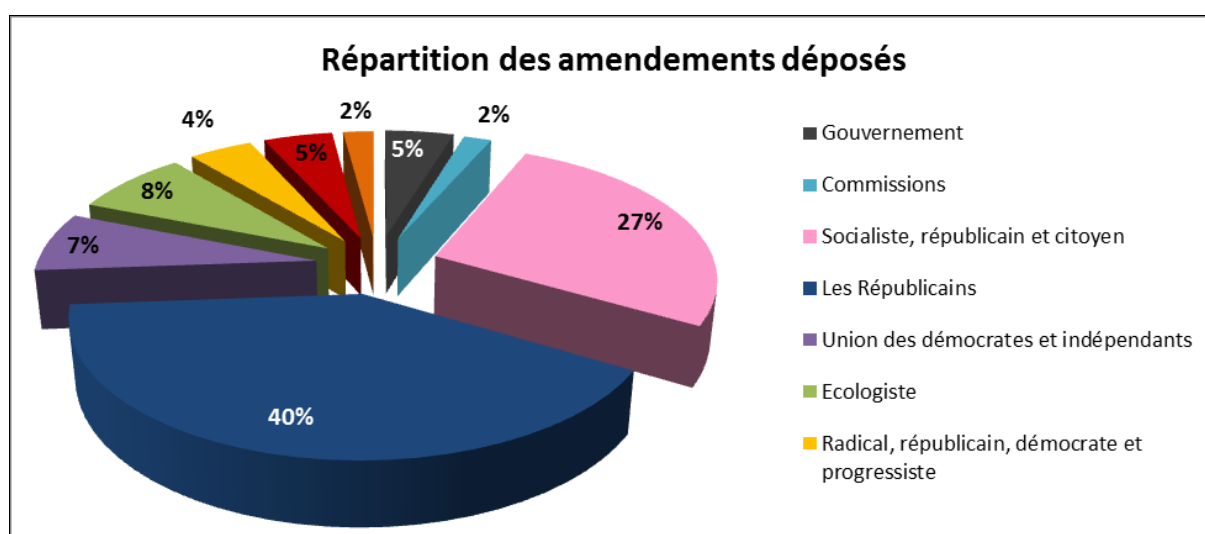
4.7.4. Echec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure

	Projets	Propositions	TOTAL
Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	-	-	-
Adoption en lecture définitive			
• Dernier texte de l'AN avec amendements	0	0	0
• Dernier texte de l'AN sans amendement	13	1	14
• Texte CMP	0	0	0
Textes restant en instance au 30 septembre 2015	1	1	2
TOTAL	14	2	16

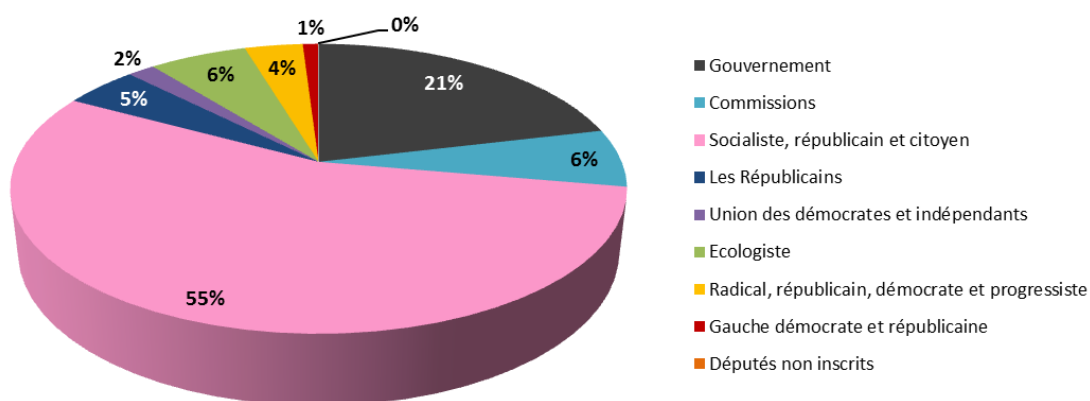
4.8. Amendements

4.8.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique

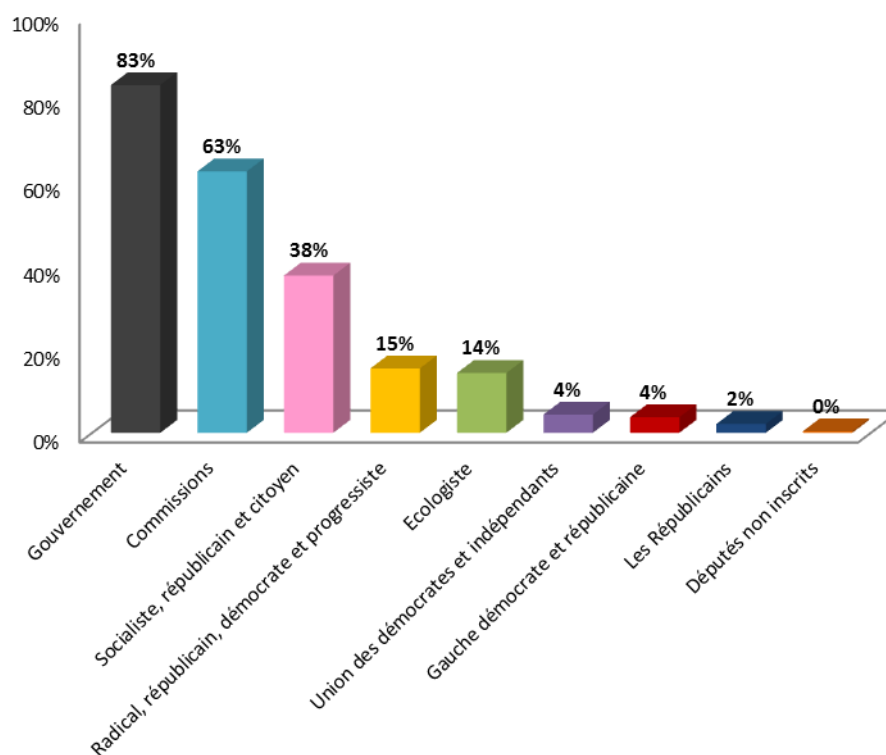
Amendements transmis à la Présidence		Déposés	Irrecevables au titre de l'art.40C	Recevables	Retirés avant discussion	Adoptés	% amendements adoptés / amendements déposés
Gouvernement		1 213		1 213	133	1 009	83,2 %
Commissions		491	2	489	50	307	62,5 %
Députés (auteur ou premier signataire)	Socialiste, républicain et citoyen	6 951	312	6 639	885	2 614	37,6 %
	Les Républicains	10 459	502	9 957	858	220	2,1 %
	Union des démocrates et indépendants	1 861	113	1 748	241	81	4,4 %
	Ecologiste	2 037	91	1 946	129	291	14,3 %
	Radical, républicain, démocrate et progressiste	1 124	81	1 043	122	173	15,4 %
	Gauche démocrate et républicaine	1 214	56	1 158	159	45	3,7 %
	Députés non inscrits	538	15	523	31	2	0,4 %
TOTAL		25 888	1 172	24 716	2 608	4 742	18,3 %



Répartition des amendements adoptés

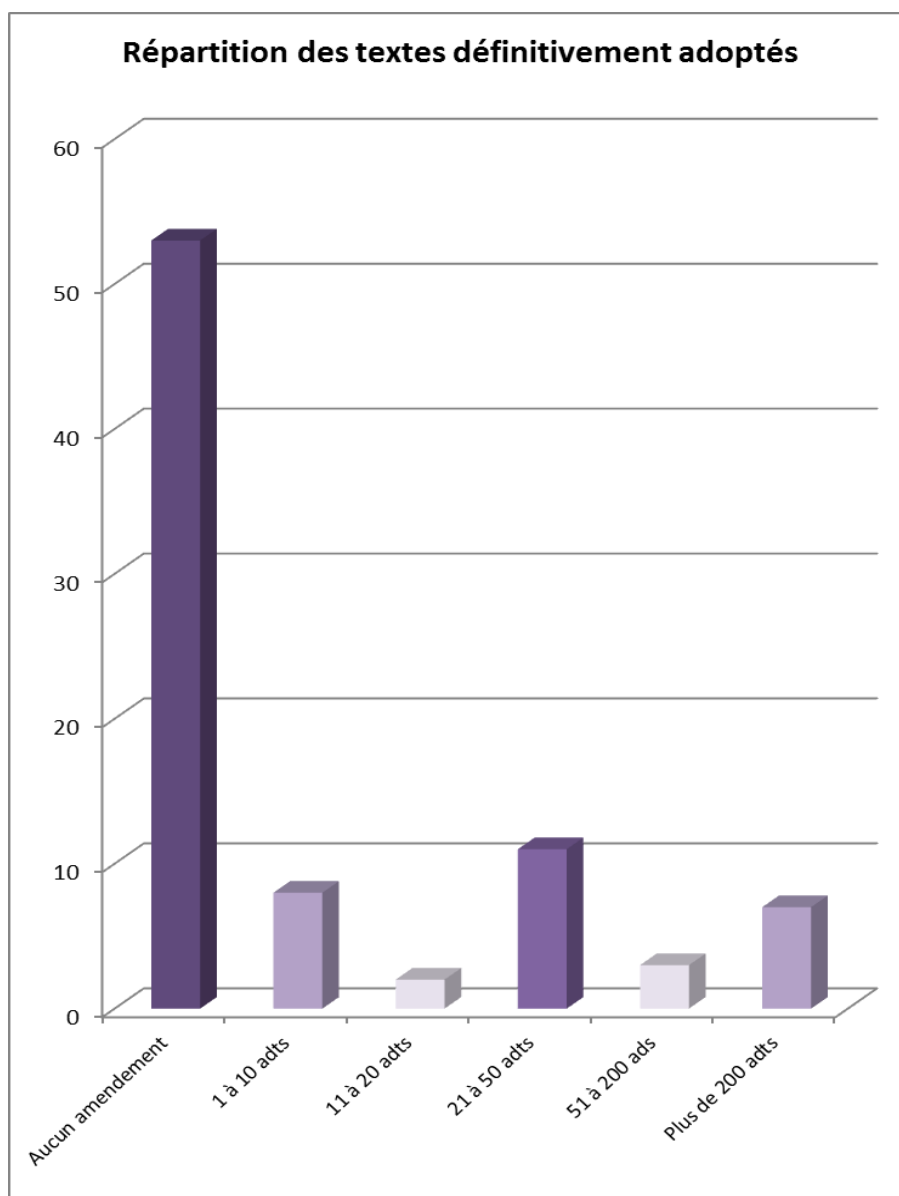


Part des amendements adoptés parmi ceux déposés



4.8.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance

Nombre d'amendements adoptés (45)	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200	TOTAL
Nombre de textes définitifs	58 ⁽⁴⁶⁾	5	2	10	1	0	2	6	84



⁴⁵ Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

⁴⁶ Dont 39 conventions internationales.

4.8.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session ^{(47)(48)(49)}

Commission	Nature	Nombre de textes	Commission		Séance	
			Déposés	Adoptés	Déposés	Adoptés
Affaires culturelles	Projets	3	62	47	21	2
	Propositions	1	78	44	39	14
Affaires économiques	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	1	195	40	206	50
Affaires étrangères	Projets	42 ⁽⁵⁰⁾	0	0	2	0
	Propositions	-	-	-	-	-
Affaires sociales	Projets	3	697	322	1 103	248
	Propositions	1	4	3	10	0
Défense	Projets	1	124	80	76	24
	Propositions	1	6	4	10	0
Développement durable	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-
Finances	Projets	6	103	42	200	74
	Propositions	1	5	4	0	0
Lois	Projets	11	3 435	1 289	6 206	969
	Propositions	7	14	73	136	45
Spéciales	Projets	3	6 267	1 736	8 764	1 436
	Propositions	-	-	-	-	-

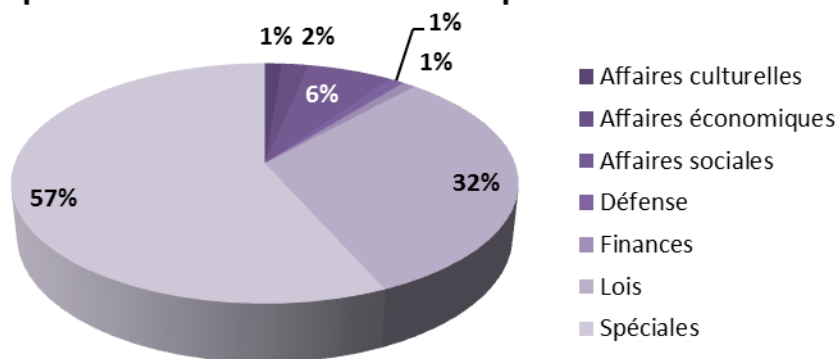
⁴⁷ Voir aussi annexe IX.

⁴⁸ Ces nombres concernent les amendements adoptés en commission et en séance publique à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

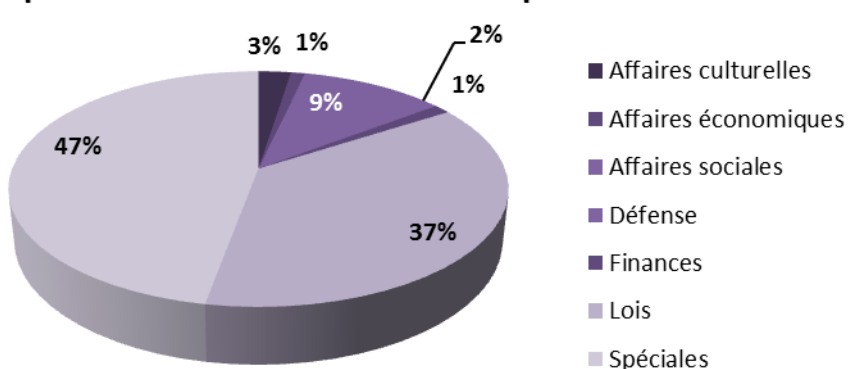
⁴⁹ Ces chiffres n'incluent pas les projets de loi de finances, les projets de loi de financement de la sécurité sociale et les projets de révision constitutionnelle qui, en application de l'article 42 alinéa 2 de la Constitution, sont examinés en première lecture sur le texte présenté par le Gouvernement.

⁵⁰ Dont 42 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux.

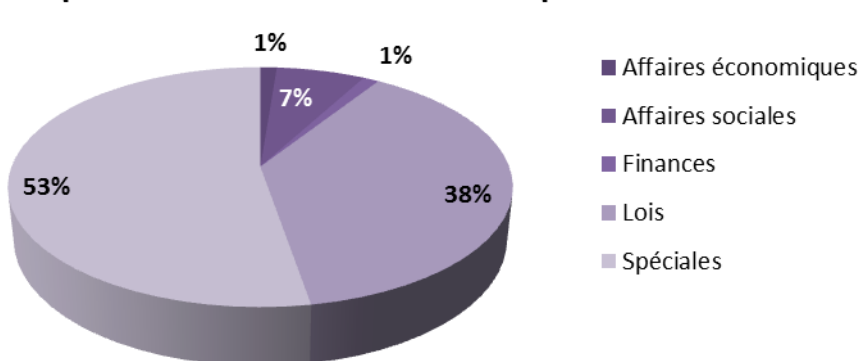
Répartition des amendements déposés en commission



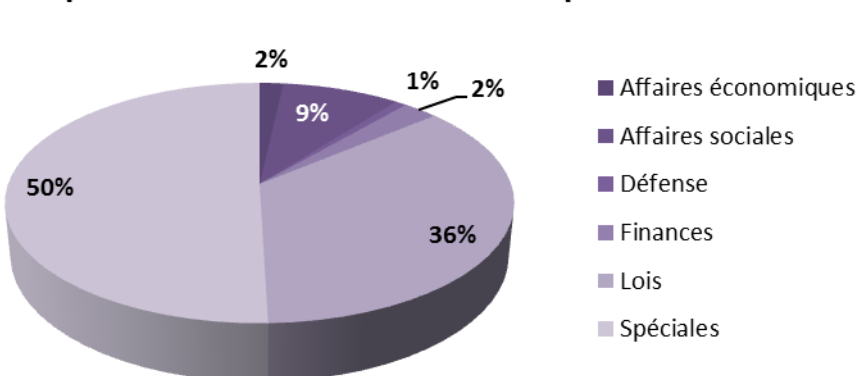
Répartition des amendements adoptés en commission



Répartition des amendements déposés en séance



Répartition des amendements adoptés en séance



4.9. Votes bloqués

Aucune demande de vote bloqué

4.10. Scrutins publics

- Solennels <i>(décidés en Conférence des Présidents en application de l'art.65-1 du Règlement)⁽⁵¹⁾</i>	21
- Sur la prolongation d'une intervention des forces armées <i>(en application de l'article 35 de la Constitution)</i>	1
- Sur une déclaration du Gouvernement <i>(en application de l'article 50-1 de la Constitution)</i>	1
- Sur des motions de procédure	13
- Sur le passage à la discussion des articles	-
- Sur une demande de constitution de commission spéciale	-
- Sur des propositions de modification de l'ordre du jour	-
- Sur des textes	222
TOTAL	258

- A la tribune	-
- Dans les salles voisines de la salle des séances <ul style="list-style-type: none">• à l'Assemblée nationale• au Congrès du Parlement	2 2 -
- Scrutins secrets	-

⁵¹ Voir annexe XVI.

4.11. Incidents de séance

- Rappels au règlement	155
- Faits personnels	-
- Sanctions disciplinaires	1
• <i>dont rappels à l'ordre</i>	1

4.12. Décisions du Conseil constitutionnel

- Application de l'article 37, alinéa 2 de la Constitution	7
- Application de l'article 39 de la Constitution	-
- Application de l'article 41 de la Constitution	-
- Application de l'article 54 de la Constitution	-
- Application de l'article 59 de la Constitution	4
- Application de l'article 61, alinéa premier de la Constitution	5
<i>dont Lois organiques</i>	3
<i>dont Règlements des Assemblées</i>	2
- Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	14
- Application de l'article 74 et 74-1 de la Constitution	6

5.

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats ⁽⁵²⁾

Tenus à la demande du Gouvernement <i>- dont suivis d'un vote</i>	9 2
Tenu à la demande des commissions permanentes	1
Tenus à la demande d'un groupe politique	15
Tenu à la demande conjointe d'un groupe et d'une commission	1
Tenu à la demande de la Conférence des Présidents	1

⁵² Voir annexe XVI. Voir aussi, en rubrique 6.1, la liste des engagements de responsabilité.

6.

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure ⁽⁵³⁾

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution	0
<i>dont :</i>	
<i>sur son programme</i>	0
<i>sur une déclaration de politique générale</i>	0
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	3

6.2. Motions de censure

En application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution	0
En application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	2

⁵³ Voir annexe XIX.

7.

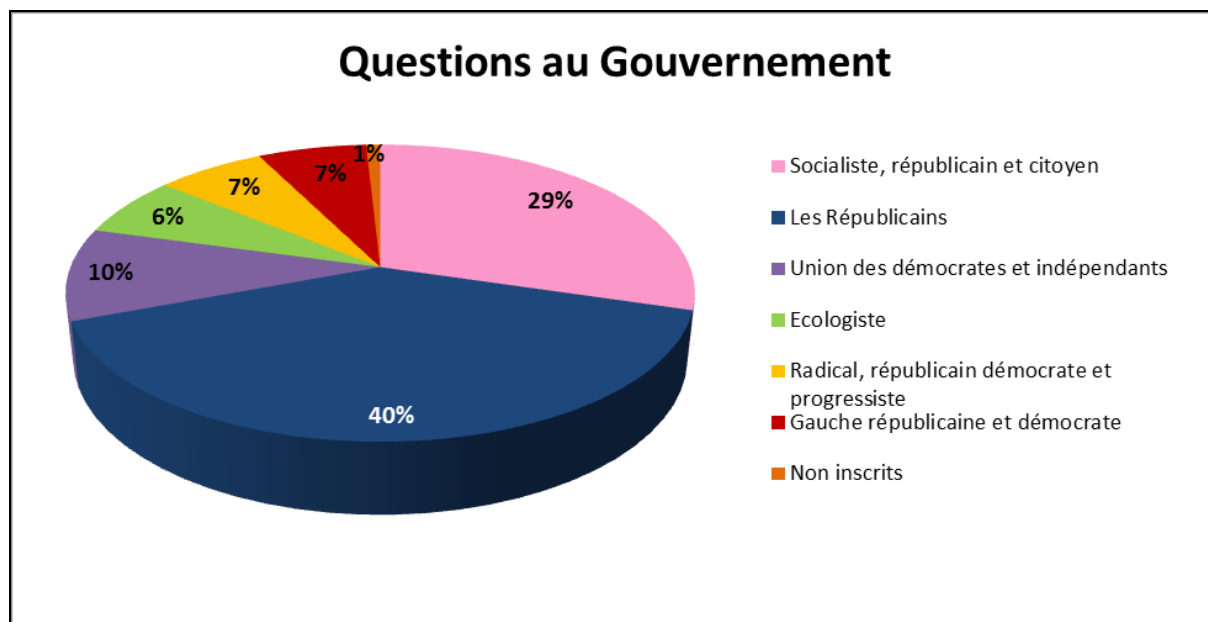
QUESTIONS

7. Questions ⁽⁵⁴⁾

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement (69 séances)

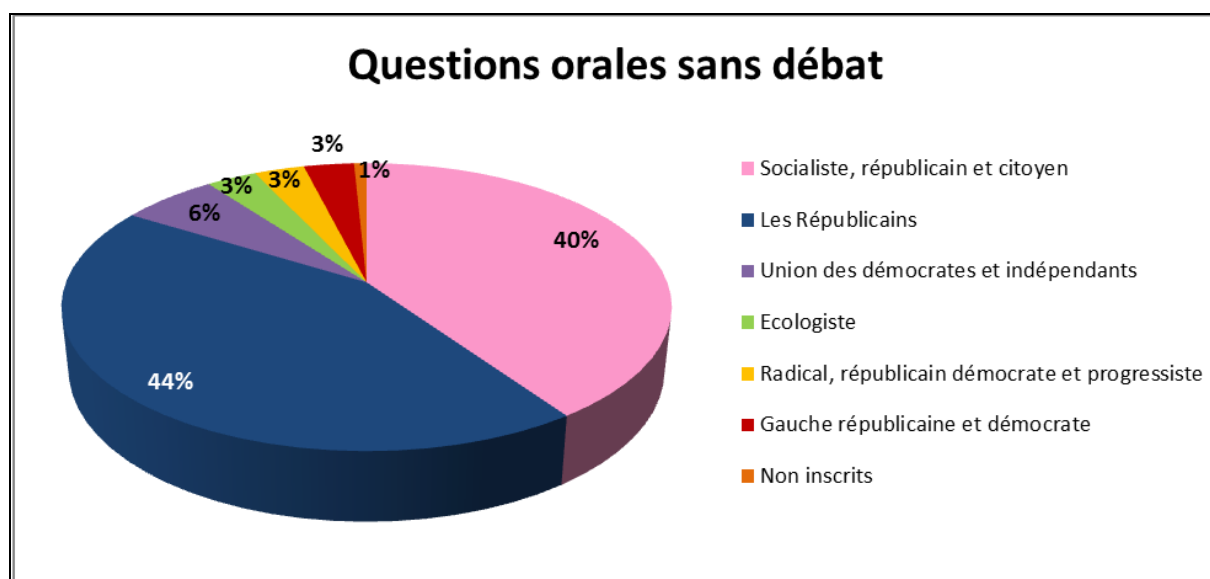
Groupe	Nombre de questions posées
Socialiste, républicain et citoyen	309
Les Républicains	414
Union des démocrates et indépendants	105
Ecologiste	69
Radical, républicain démocrate et progressiste	69
Gauche républicaine et démocrate	69
Non inscrits	9
Total	1 044



⁵⁴ Voir aussi annexe XXI.

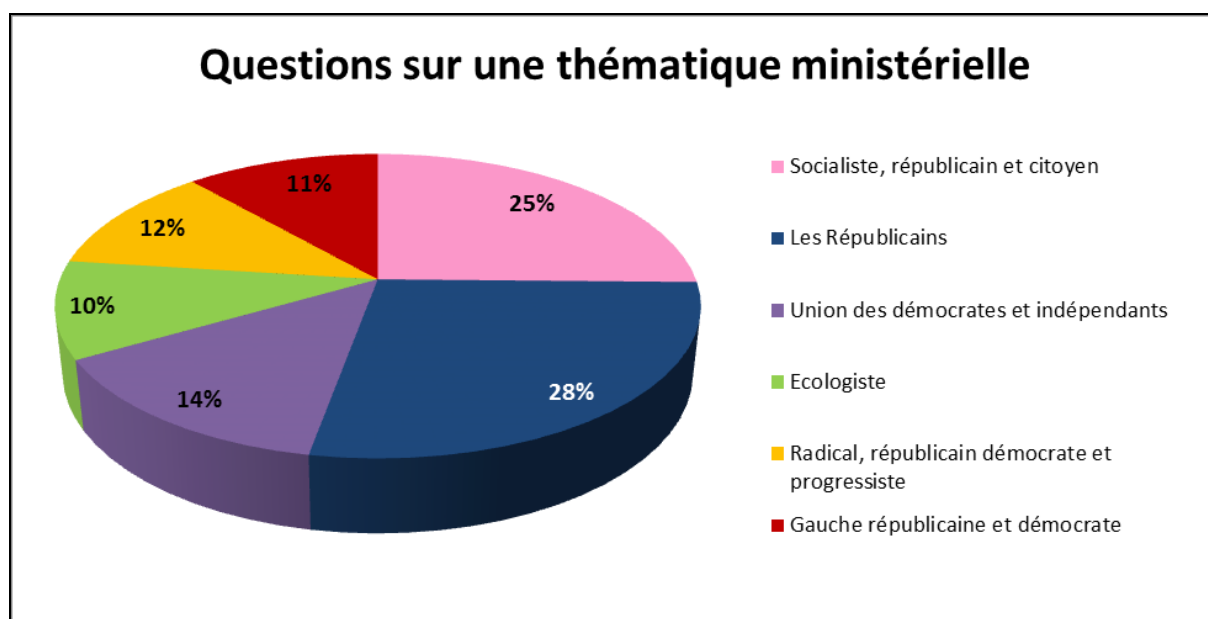
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat (12 séances)

Groupes	Nombre de questions posées
Socialiste, républicain et citoyen	154
Les Républicains	166
Union des démocrates et indépendants	23
Ecologiste	12
Radical, républicain démocrate et progressiste	12
Gauche républicaine et démocrate	12
Non inscrits	3
Total	382



7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle (9 séances) ⁽⁵⁵⁾

Groupes	Nombre de questions posées
Socialiste, républicain et citoyen	44
Les Républicains	48
Union des démocrates et indépendants	24
Ecologiste	18
Radical, républicain démocrate et progressiste	20
Gauche républicaine et démocrate	20
Non inscrits	0
Total	174

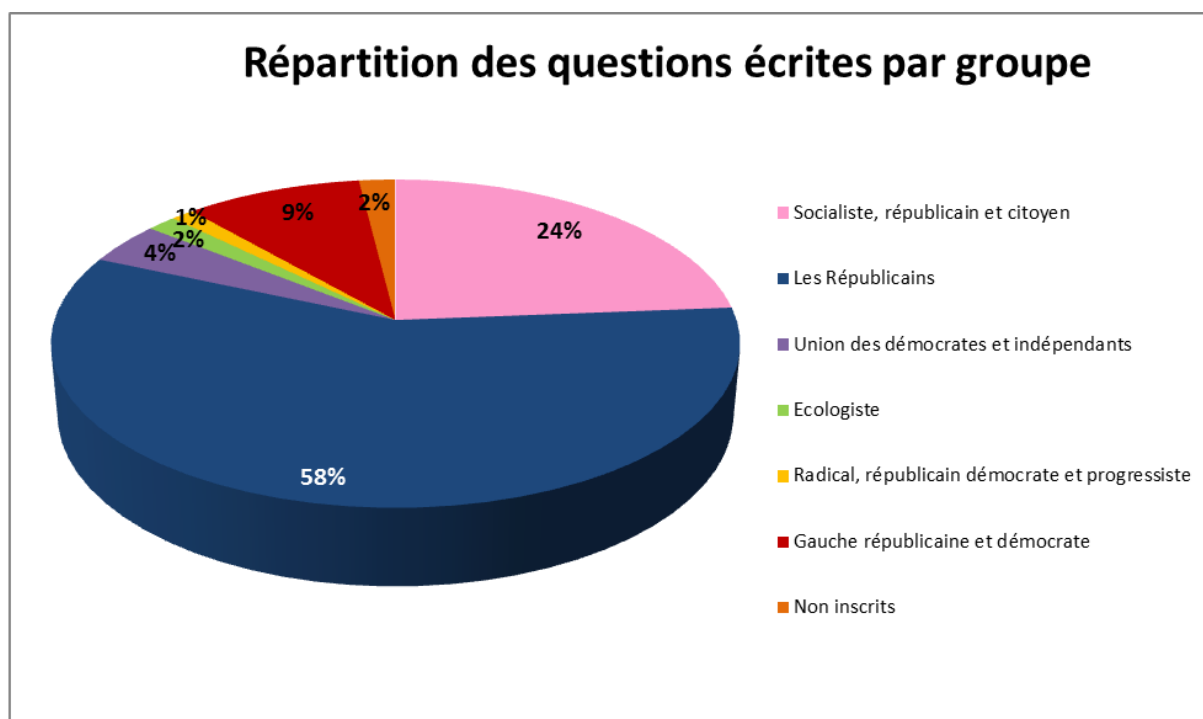


⁵⁵ Voir annexe XX.

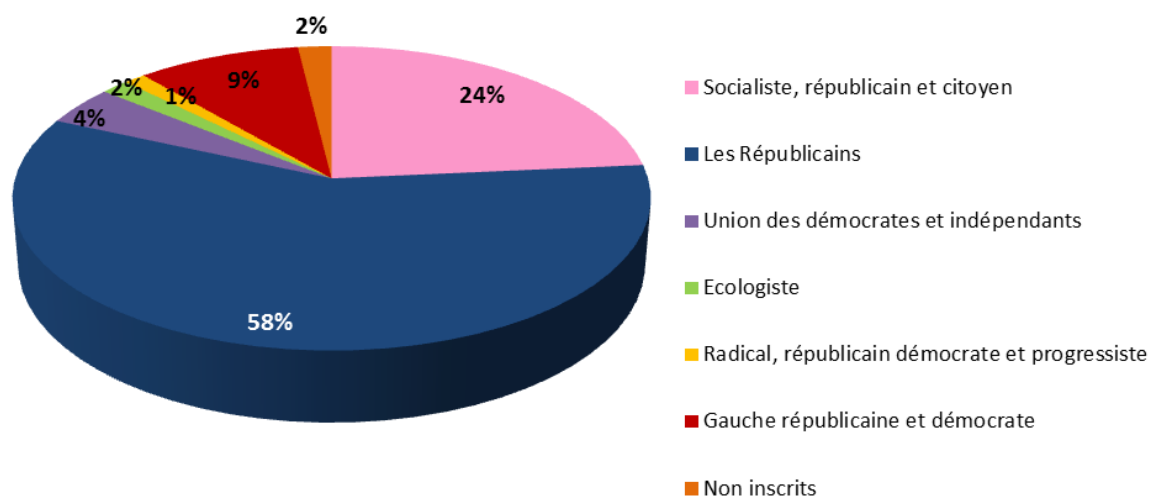
7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses publiées

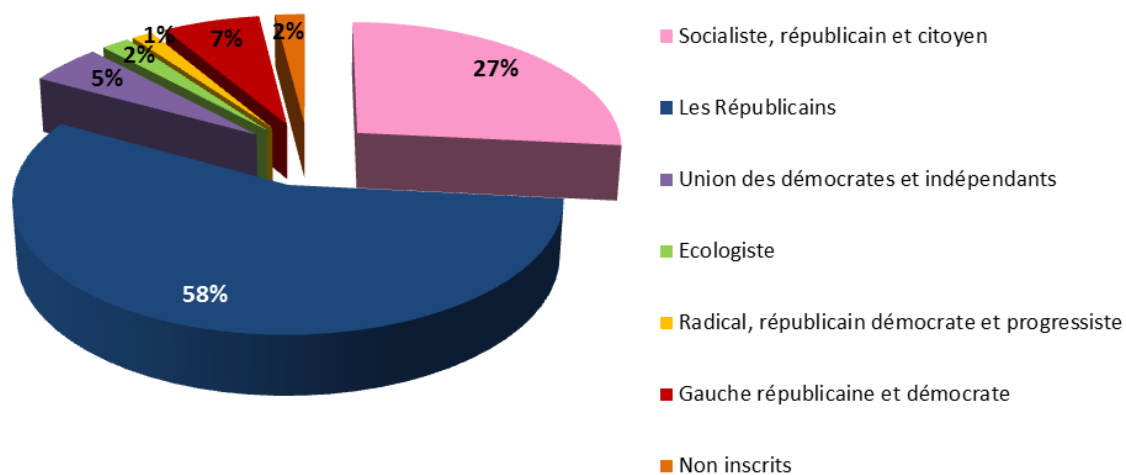
Groupes	Nombre de questions publiées	Nombre de questions après retrait	Nombre de réponses
Socialiste, républicain et citoyen	5743	5638	4 988
Les Républicains	13 966	13 900	10 576
Union des démocrates et indépendants	1 004	1 001	944
Ecologiste	387	386	361
Radical, républicain démocrate et progressiste	298	296	270
Gauche républicaine et démocrate	2 308	2 253	1 238
Non inscrits	475	461	381
Total	24 181	23 935	18 758



Répartition des questions écrites après retrait



Répartition des réponses obtenues par groupe



7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées (39 semaines)

(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et signalées à l'attention du Gouvernement qui est tenu d'apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours)

Groupes	Nombre de questions posées
Socialiste, républicain et citoyen	506
Les Républicains	177
Union des démocrates et indépendants	39
Ecologiste	38
Radical, républicain démocrate et progressiste	39
Gauche républicaine et démocrate	39
Non inscrits	0
Total	838

ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée nationale

Cause et conséquence	Député remplacé	Nouveau Député	J.O. L.D.	Circonscription
Nomination au Gouvernement le 5 septembre 2014 et remplacement le 6 octobre 2014	M. Matthias Fekl	Mme Régine Poveda	07.10.2014	Lot-et-Garonne (2e)
Cessation des fonctions à la suite de son élection en qualité de Sénateur le 28 septembre 2014	M. François Baroin		02.10.2014	Aube (3e)
Cessation des fonctions à la suite de son élection en qualité de Sénateur le 28 septembre 2014	M. Alain Marc		02.10.2014	Aveyron (3e)
Démission suite à sa nomination en qualité de commissaire européen à compter du 1er novembre 2014	M. Pierre Moscovici		05.11.2014	Doubs (4e)
Elections partielles des 7 et 14 décembre 2014	M. François Baroin	M. Gérard Menuel	16.12.2014	Aube (3e)
Fin de fonctions gouvernementales le 21 novembre 2014	Mme Emilienne Poumirol	M. Kader Arif	21.12.2014	Haute-Garonne (10°)
Elections partielles des 1er et 8 février 2015	M. Pierre Moscovici	M. Frédéric Barbier	10.02.2015	Doubs (4e)
Fin de fonctions gouvernementales le 5 mars 2015	M. Olivier Véran	Mme Geneviève Fioraso	08.04.2015	Isère (1°)
Fin de fonctions gouvernementales le 17 juin 2015	M. Joël Aviragnet	Mme Carole Delga	19.07.2015	Haute-Garonne (8e)
Nomination au Gouvernement le 17 juin 2015 et remplacement le 18 juillet 2015	Mme Clotilde Valter	M. Guy Bailliar	19.07.2015	Calvados (3e)
Nomination au Gouvernement le 17 juin 2015 et remplacement le 18 juillet 2015	Mme Martine Pinville	M. David Comet	19.07.2015	Charente (1e)
Mission temporaire prolongée au-delà de 6 mois et remplacement le 20 août 2015	M. François Brottes	M. Pierre Ribeaud	21.08.2015	Isère (5e)
Mission temporaire prolongée au-delà de 6 mois et remplacement le 28 août 2015	Mme Sandrine Hurel	Mme Marie Le Vern	29.08.2015	Seine-Maritime (6e)
Elections partielles des 6 et 13 septembre 2015	M. Alain Marc	M. Arnaud Viala	15.09.2015	Aveyron (3e)

Sièges vacants (*aucun siège n'est vacant à la date de publication du présent recueil*)

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Objet	Date début de mission Date dfin de mission
M. Richard Ferrand (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique	Professions réglementées	3 octobre 2014 23 mars 2015
M. Guillaume Garot (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	Gaspillage alimentaire	15 octobre 2014 14 avril 2015
M. Dominique Raimbourg (Socialiste, républicain et citoyen)	Garde des sceaux, ministre de la justice	Encellulement individuel	10 novembre 2014 24 mars 2015
M. Michel Issindou (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes Ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	Notion d'aptitude au poste de travail, la façon dont elle est utilisée par la médecine du travail et l'examen de pistes d'évolution	25 novembre 2014 24 mai 2015
M. Philippe Duron (Socialiste, républicain et citoyen)	Secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche	Avenir des trains d'équilibre du territoire	25 novembre 2014 27 mai 2015
M. Dominique Bussereau (Les Républicains)	Secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche	Avenir des trains d'équilibre du territoire	25 novembre 2014 27 mai 2015
Mme Dominique Orliac (Radical, républicain, démocrate et progressiste)	Secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche	Avenir des trains d'équilibre du territoire	25 novembre 2014 27 mai 2015
Mme Frédérique Massat (Socialiste, républicain et citoyen)	Premier ministre	Mise en œuvre des contrôles de l'Etat dans les exploitations agricoles	28 novembre 2014 27 mai 2015
M. Rémi Pavros (Socialiste, républicain et citoyen)	Secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche	Projet européen Seine-Escaut	2 décembre 2014 27 mai 2015
M. Christian Franqueville (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	Exportation des grumes et état de la balance commerciale liée à la partie aval de la filière forêt-bois française	19 décembre 2014 18 juin 2015
M. Michel Destot (Socialiste, républicain et citoyen)	Secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche Secrétaire d'État chargé du budget	Plan de financement de la liaison ferroviaire Lyon-Turin	30 décembre 2014 29 juin 2015
M. Christophe Sirugue (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes Ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	Mise en œuvre du compte personnel de prévention de la pénibilité	8 janvier 2015 19 juillet 2015

Député concerné	Ministre concerné	Objet	Date début de mission Date dfin de mission
Mme Fanny Dombre-Coste (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique Secrétaire d'Etat chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire	Mise en œuvre du droit d'information des salariés en cas de cession d'une entreprise	12 janvier 2015 11 juillet 2015
Mme Christine Pires-Beaune (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre de la décentralisation et de la fonction publique Secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale Secrétaire d'Etat chargé du budget	Réforme des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales	16 janvier 2015 15 juillet 2015
M. Marc Goua (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre des finances et des comptes publics Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes Secrétaire d'Etat chargé de la réforme de l'Etat et de la simplification	Contrôles des URSSAF	21 janvier 2015 8 juillet 2015
M. Bernard Gérard (Les Républicains)	Ministre des finances et des comptes publics Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes Secrétaire d'Etat chargé de la réforme de l'Etat et de la simplification	Contrôles des URSSAF	21 janvier 2015 8 juillet 2015
Mme Martine Faure (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre de la culture et la communication	Service public de l'archéologie préventive	21 janvier 2015 03 août 2015
Mme Annie Genevard (Les Républicains)	Premier ministre	Actualisation de la loi de 1985 relative au développement et à la protection de la montagne (Acte II de la loi Montagne)	28 janvier 2015 27 juillet 2015
Mme Bernadette Laclais (Socialiste, républicain et citoyen)	Premier ministre	Actualisation de la loi de 1985 relative au développement et à la protection de la montagne (Acte II de la loi Montagne)	28 janvier 2015 27 juillet 2015
M. François Brottes (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre de l'écologie, développement durable et de l'énergie Ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique	Sécurité de l'approvisionnement en électricité des usagers	19.02.2015 Prolongation au-delà de 6 mois par décret du 17 août 2015
M. Malek Boutih (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre de l'intérieur	identifier les dynamiques individuelles et collectives conduisant à la radicalité	26 février 2015 23 juillet 2015
M. Sébastien Pietrasanta (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre de l'intérieur	mise en œuvre d'un moyen de sortie de radicalisation pour lutter contre le terrorisme	26 février 2015 23 juillet 2015

Député concerné	Ministre concerné	Objet	Date début de mission Date dfin de mission
Mme Sandrine Hurel (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes	sur la politique vaccinale en France	27 février 2015 Prolongation au-delà de 6 mois par décret du 24 août 2015
M. Joël Giraud (Radical, républicain, démocrate et progressiste)	Ministre de l'écologie, développement durable et énergie	concilier la préservation des ressources en eau et le maintien d'une agriculture montagnarde	16 mars 2015 15 septembre 2015
Mme Brigitte Bourguignon (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes Secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion	Préparation du Etats généraux du travail social	23 mars 2015 22 septembre 2015
Mme Sylviane Bulteau (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre des Finances et des comptes publics Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes	sur le régime social des indépendants	8 avril 2015
M. Fabrice Verdier (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre des Finances et des comptes publics Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes	sur le régime social des indépendants	8 avril 2015
Mme Marie-Anne Chapdelaine (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre des outre-mer	sur le suicide de jeunes amérindiens de Guyane	30 mai 2015
M. Victorin Lurel (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre des outre-mer	Accélérer la marche des outre-mer vers l'égalité réelle	17 juin 2015
M. Nicolas Bays (Socialiste, républicain et citoyen)	Premier ministre	Mise en place de services publics itinérants	24 juin 2015
M. Philippe Bies (Socialiste, républicain et citoyen)	Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes	Le régime local d'assurance maladie en Alsace Moselle	2 juillet 2015
M. Denis Jacquat (Les Républicains)	Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes	Le régime local d'assurance maladie en Alsace Moselle	2 juillet 2015
M. Philippe Folliot (Union des démocrates et indépendants)	Ministre des outre-mer	Valorisation scientifique de l'île de Clipperton	1er septembre 2015

Annexe III

Commissions élargies (PLF 2015) – temps passé en commissions élargies : répartition par mission budgétaire et par commission permanente

Commissions élargies	Durée	Fin	Aff cult	Aff éco	Aff étr	Aff soc	Déf	Dév dur	Lois
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	01:45	*					*		
Action extérieure de l'État	02:00	*	*	*	*				
Enseignement scolaire	02:15	*	*						
Sport, jeunesse et vie associative	01:30	*	*						
Aide publique au développement	01:30	*			*				
Défense	03:15	*			*		*		
Justice	02:15	*							*
Médias, livre et industries culturelles	02:00	*	*		*				
Conseil et contrôle de l'État	01:30	*							
Administration générale et territoriale de l'État	01:30	*							*
Sécurités	02:15	*					*		*
Solidarité, insertion et égalité des chances	01:45	*				*			
Travail et emploi	03:00	*				*			
Égalité des territoires et logement	02:45	*		*		*			
Outre-mer	02:45	*		*					
Économie	03:15	*		*	*				
Politique des territoires	02:00	*		*				*	
Culture	01:45	*	*						
Recherche et enseignement supérieur	02:30	*	*	*				*	
Santé	01:30	*				*			
Engagements financiers de l'État	01:00	*							
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	02:45	*		*					
Relations avec les collectivités territoriales	02:15	*		*					*
Immigration, asile et intégration	02:15	*			*				*
Écologie, développement et mobilité durables	04:15	*		*				*	
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	01:45	*							*
Total	57:15	57:15	12:45	22:55	04:15	04:45	07:15	08:15	08:15

Annexe IV ⁽⁵⁶⁾

Mission d'évaluation et de contrôle (MEC)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Programme d'investissement d'avenir	14	15 h 00	1	14	N° 2662 18 mars 2015
Chambres consulaires	27	20 h 00	0	27	N° 3064 16 septembre 2015
Financements et maîtrise de la dépense des organismes extérieurs de langue française	12	14 h 30	1	11	<i>En cours</i>

Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Désignation d'un coprésident	1	0 h15			
Le transport de patients	11	28 h 00	–	72	N° 2392 27 novembre 2014
La mise en œuvre des missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie	13	30 h 30	–	67	N° 2507 21 janvier 2015
La dette des établissements publics de santé	11	22:00	–	46	N° 2944 8 juillet 2015
La gestion du régime de l'assurance maladie obligatoire par certaines mutuelles	4	4:00	–	13	<i>En cours</i>

⁵⁶ Pour les missions dont les travaux ont débuté sous la précédente session, le choix a été fait d'indiquer ici la totalité des travaux et des auditions qui ont abouti à la publication du rapport.

Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Objet de la mission	Commissions permanentes concernées	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
L'investissement étranger en France	- Affaires économiques - Affaires étrangères	12.03.2014	22	29 h 30	0	49	N° 2551 4 février 2015
Banque publique d'investissement Bpifrance	- Affaires économiques - Développement durable - Finances	14/01/2015	32	38 h 35	1	79	N° 3097 30 septembre 2015

Missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement

Objet de la mission	Création de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Simplification législative	26.11.2013	11.12.2013	15	23 h 45	1	34	2268 09.10.2014
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi	13.05.2014	04.06.2014	24	23 h 45	-	77	2239 02.10.2014
Candidature de la France à l'exposition universelle de 2025	14.01.2014	22.01.2014	45	50 h 15	-	86	2325 28.10.2014
Avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie	14.10.2014	11.02.2015	6	8 h 30			<i>En cours</i>
Relative au paritarisme	23.06.2015 (droit de tirage – groupe UDI)	16.09.2015	1	0 h 45	1	11	<i>En cours</i>
Offre automobile française dans une approche industrielle, énergétique et fiscale	06.10.2015	20.10.2015	-	-	-	-	<i>En cours</i>

Annexe V

Demandes de consultation des commissions sur des nominations

Date de la demande	Fonction	Nom	Commission	Avis AN Date	Date de nomination et publication au JO
15.10.2014	Présidente-directrice générale de la Française des jeux	Mme Stéphane Pallez	Finances	Favorable (20 pour, 2 contre, 1 blanc) 22.10.2014	05.11.2014 JO 06.11.2014
22.10.2014	Directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine	M. Nicolas Grivel	Affaires économiques	Favorable (31 pour, 1 contre) 05.11.2014	04.12.2014 JO 06.12.2014
19.10.2014	Directeur général de Pôle emploi	M. Jean Bassères	Affaires sociales	Favorable (11 pour) 09.12.2014	19.12.2014 JO 20.12.2014
10.11.2014	Président directeur général d'EDF	M. Jean-Bernard Lévy	Affaires économiques	Favorable (22 pour, 1 contre, 2 abstentions) 25.11.2014	27.11.2014 JO 28.11.2014
05.11.2014	Comité consultatif national d'éthique	M. Jean-Claude Ameisen	Affaires sociales	Favorable (21 pour, 0 contre) 26.11.2014	10.12.2014 JO 12.12.2014
01.07.2014	Institut national de veille sanitaire	M. Michel Collet	Affaires sociales	simple audition (pas de vote) 17.12.2014	JO 26.12.2014
01.07.2014	Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires	M. Michel Collet	Affaires sociales	simple audition (pas de vote) 17.12.2014	JO 26.12.2014
10.12.2014	Membre du Conseil constitutionnel (proposition de nomination par le Président de l'Assemblée nationale)	M. Lionel Jospin	Lois	Favorable (40 pour, 10 contre) 17.12.2014	18.12.2014 JO 06.01.2015
19.12.2014	Membre du Conseil supérieur de la magistrature	Mme Soraya Amrani Mekki	Lois	Favorable (26 pour, un contre) 14.01.2015	JO 21.01.2015
19.12.2014	Membre du Conseil supérieur de la magistrature	M. Jean Danet	Lois	Favorable (19 pour, 7 contre) 14.01.2015	JO 21.01.2015
23.12.2014	Président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes	M. Sébastien Soriano	Affaires économiques	Favorable (21 pour, 1 contre) 13.01.2015	14.01.2015 JO du 15.01.2015
06.01.2015	Administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)	M. Daniel Verwaerde	Affaires économiques	Favorable (34 pour, 0 contre) 14.01.2015	29.01.2015 JO 30.01.2015
11.12.2014	Membre du Conseil supérieur de la magistrature (proposition de nomination par le Président de l'Assemblée nationale)	M. Fabrice Hourquebie	Lois	Défavorable (9 pour, 16 contre) 14.01.2015	-
11.12.2014	Membre du Conseil supérieur de la magistrature (proposition de nomination par le Président de l'Assemblée nationale)	Mme Évelyne Serverin	Lois	Favorable (18 pour, 9 contre) 14.01.2015	JO 21.01.2015
02.02.2015	Président du Conseil d'administration du Centre national d'études spatiales	M. Jean-Yves Le Gall	Affaires économiques	Favorable (34 pour, 1 contre) 11.02.2015	19.02.2015 JO 20.02.2015
26.01.2015	Membre du Conseil supérieur de la magistrature (proposition de	M. Guillaume Tusseau	Lois	Favorable (32 voix pour, 8 contre)	JO 19.02.2015

	nomination par le Président de l'Assemblée nationale)			11.02.2015	
10.02.2015	Président de l'Autorité des normes comptables	M. Patrick de Cambourg	Finances	Favorable (12 pour) 18.02.2015	03.03.2015 JO du 04.03.2015
17.04.2015	Président directeur général de la RATP	Mme Elisabeth Borne	Développement durable	Favorable (21 pour, 0 contre, 3 abstention) 12.05.2015	21.05.2015 JO du 22.05.2015
23.04.2015	Vice-Président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution	M. Bernard Delas	Finances	Défavorable 20.05.2015 JO 21.05.2015	16.07.2015 JO du 25.07.2015
29.06.2015	Président délégué du directoire de la SNCF	M. Jacques Rapoport	Développement durable	Favorable (23 pour, 1 contre, 4 abstention) 08.07.2015 JO 10.07.2015	15.07.2015 JO du 16.07.2015
29.06.2015	Président du directoire de la SNCF	M. Guillaume Pépy	Développement durable	Favorable (24 pour, 0 contre, 4 abstention) 08.07.2015 JO 10.07.2015	15.07.2015 JO du 16.07.2015
29.06.2015	Président du Conseil de surveillance de la SNCF	M. Frédéric Saint-Geours	Développement durable	Favorable (21 pour, 0 contre, 7 abstention) 08.07.2015 JO 10.07.2015	15.07.2015 JO du 16.07.2015
25.06.2015	Directeur général de l'Office national des forêts	M. Christian Dubreuil	Affaires économiques	Favorable (12 pour, 0 contre) JO 16.07.2015	23.07.2015 JO du 24.07.2015
26.08.2015	Président-directeur général de Météo-France	M. Jean-Marc Lacave	Développement durable	Favorable (13 voix pour, 0 contre) JO du 01.10.2015	15.10.2015 JO du 16.10.2015
08.09.2015	Gouverneur de la Banque de France	M. François Villeroy de Galhau	Finances	Favorable (34 pour, 8 contre) JO 01.10.2015	30.09.2015 JO 01.10.2015
21.09.2015	Président du Haut conseil de l'évolution de la recherche et de l'enseignement supérieur	M. Michel Cosnard	Culture	Favorable (14 pour, 0 contre) JO du 08.10.2015	30.10.2015 JO 05.11.2015
15.09.2015	Président de la commission nationale de contrôle des techniques de renseignement	M. Francis Delon	Lois	Favorable (21 pour, 0 contre) JO du 08.10.2015	01.10.2015 JO 02.10.2015

Annexe VI

Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution

Propositions de résolution considérées comme définitives

Objet et numéro de la résolution	N° de rapport et date de dépôt	Commission saisie au fond	Considérée comme définitive le
sur le second paquet énergie-climat (n° 2295)	N° 2309 22.10.2014	Développement durable	07.11.2014
sur l'initiative envisagée par la Commission européenne pour atteindre l'objectif "Aucune perte nette de biodiversité" (n° 2259)	N° 2324 28.10.2014	Développement durable	14.11.2014
sur le projet d'accord économique et commercial entre l'Union européenne et le Canada (n° 2248)	-	Affaires étrangères	23.11.2014
sur les propositions de directive relatives aux garanties procédurales en faveur des enfants soupçonnés ou poursuivis, à l'aide juridictionnelle provisoire et au renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales (n° 2257)	-	Lois	26.11.2014
sur le programme de la Commission européenne pour 2015 (n° 2532)	-	Affaires étrangères	19.03.2015
appelant à un renforcement des politiques européennes en matière de lutte contre l'immigration irrégulière, particulièrement en Méditerranée (n° 2580)	-	Lois	28.03.2015
sur la proposition de règlement relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques COM(2014) 180 final – E 9240) (n° 2676)	N° 2703 08.04.2015	Affaires économiques	25.04.2015
Relative à la responsabilité sociétale des entreprises au sein de l'Union européenne (n° 2762)	n° 2854 09.06.2015	Lois	25.06.2015
sur la révision de la politique européenne de voisinage (n° 2772)	n° 2881 17.06.2015	Affaires étrangères	05.07.2015
Sur la proposition de directive relative au secret des affaires (n° 2857)	n° 2917 30.06.2015	Affaires économiques	17.07.2015
sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour l'accès au marché des services portuaires et la transparence financière des ports (COM [2013] 296 final) (n° 2997)	-	Développement durable	06.09.2015

Propositions de résolution adoptées en séance publique ⁽⁵⁷⁾

Objet et numéro de la résolution	Commission des affaires européennes N° de rapport et date de dépôt	Commission saisie au fond N° de rapport et date de dépôt	Adoptée en séance publique le
appelant à une coordination des politiques européennes en matière de prévention et de lutte contre le tabac (n° 2716)	N° 2805 26.05.2015	Affaires sociales N° 2838 03.06.2015	08.06.2015
relative à la juste appréciation des efforts faits en matière de défense et d'investissements publics dans le calcul des déficits publics (n° 2737)	N° 2829 02.06.2015	Finances N° 2841 03.06.2015	08.06.2015

⁵⁷ La résolution européenne n° 2689 de MM. Nicolas Sansu, François Asensi et plusieurs de leurs collègues, relative à la dette souveraine des Etats de la zone euro, a été examinée en séance le 7 mai 2015 et a fait l'objet d'un rejet.

Annexe VII

Liste des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Groupe politique à l'origine de la demande	Date de la création	Date de la nomination du Bureau	Rapport de la commission d'enquête
Exil des forces vives de France	Les Républicains	09.04.2014	30.04.2014	n° 2250 Yann Galut (SRC) 08.10.2014
Difficultés du monde associatif	Gauche démocrate et républicaine	28.05.2014	24.06.2014	n° 2383 Françoise Dumas (SRC) 20.11.2014
Impact sociétal, social, économique et financier de la réduction progressive du temps de travail	Union des démocrates indépendants	11.06.2014	01.07.2014	n° 2436 Barbara Romagnan (SRC) 09.12.2014
Tarifs de l'électricité	Socialiste, républicain et citoyen	10.09.2014	01.10.2014	n° 2618 Clotilde Valter (SRC) Déposé le 04.03.2015
Surveillance des filières et des individus djihadistes	Les Républicains	03.12.2014	17.12.2014	n° 2828 M. Patrick Mennucci (SRC) 02.06.2015
Relative aux missions et modalités du maintien de l'ordre républicain dans un contexte de respect des libertés publiques et du droit de manifestation	Ecologiste	03.12.2014	18.12.2014	n° 2794 M. Pascal Popelin (SRC) 21.05.2015
Conséquences de la baisse des concours de l'Etat aux communes et aux EPCI sur l'investissement public et les services publics de proximité	Gauche démocrate et républicaine	23.06.2015 (Conférence des présidents droit de tirage)	07.07.2015	<i>En cours</i>

Travaux des commissions d'enquête (travaux sur la période du 1^{er} octobre 2014 au 30 septembre 2015)

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Personnes auditionnées ou rencontrées	
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres
Exil des forces vives de France	1	1 h 15	-	-
Difficultés du monde associatif	13	15 h 30	1	31
Impact sociétal, social, économique et financier de la réduction progressive du temps de travail	27	32 h 45	2	42
Tarifs de l'électricité	37	44 h 30	1	108
Surveillance des filières et des individus djihadistes	35	74 h 30	6	47
Relative aux missions et modalités du maintien de l'ordre républicain dans un contexte de respect des libertés publiques et du droit de manifestation	29	53 h 00	1	60
Conséquences de la baisse des concours de l'Etat aux communes et aux EPCI sur l'investissement public et les services publics de proximité	24	35 h 15	-	34

Annexe VIII

Propositions de loi Assemblée nationale rejetées

1. Proposition de loi (n° 2165) relative à la simplification et au développement du travail, de la formation et de l'emploi (1^{re} séance du jeudi 9 octobre 2014) ;
2. Proposition de loi (n° 1291) visant à instaurer le vote par voie électronique des Français de l'étranger à l'élection présidentielle et à l'élection des représentants au Parlement européen (2^e séance du jeudi 9 octobre 2014) ;
3. Proposition de loi (n° 1187) relative au financement de la recherche oncologique pédiatrique par l'industrie pharmaceutique (2^e séance du jeudi 27 novembre 2014) ;
4. Proposition de loi (n° 1606) visant à accélérer, simplifier et réduire le coût du passage de l'examen du permis de conduire (2^e séance du jeudi 27 novembre 2014) ;
5. Proposition de loi constitutionnelle (n° 2293) visant à instaurer un principe d'innovation responsable (1^{re} séance du jeudi 4 décembre 2014) ;
6. Proposition de loi (n° 2277) visant à lutter contre les démarches engagées par des Français pour obtenir une gestation pour autrui (2^e séance du jeudi 4 décembre 2014) ;
7. Proposition de loi (n° 996) visant à déchoir de la nationalité française tout individu portant les armes contre les forces armées françaises et de police (2^e séance du jeudi 4 décembre 2014) ;
8. Proposition de loi (n° 2520) visant à assouplir le mécanisme dit du « droit d'option départemental » (1^{re} séance du jeudi 12 mars 2015) ;
9. Proposition de loi (n° 2570) visant à faire perdre la nationalité française à tout individu arrêté ou identifié portant les armes ou se rendant complice par la fourniture de moyens à des opérations armées contre les forces armées ou les forces de sécurité françaises ou tout civil Français et à rétablir le crime d'indignité nationale pour les Français sans double nationalité (1^{re} séance du jeudi 2 avril 2015) ;
10. Proposition de loi (n° 2568) relative à la légitime défense des policiers (2^e séance du jeudi 2 avril 2015) ;
11. Proposition de loi (n° 2688) relative au droit de préemption des salariés (1^{re} séance du jeudi 7 mai 2015) ;
12. Proposition de loi (n° 2732) visant à expérimenter un service civique de défense (1^{re} séance du jeudi 11 juin 2015) ;

Proposition de loi Sénat rejetée

1. Proposition de loi (n° 1986) modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles (2^e séance du mardi 2 décembre 2014) ;

Propositions de loi Assemblée nationale renvoyées en commission

1. Proposition de loi (n° 2435) visant à assurer aux patients le respect de leur choix de fin de vie (2^e séance du jeudi 29 janvier 2015) ;
2. Proposition de loi (n° 1519) relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (2^e séance du jeudi 29 janvier 2015) ;
3. Proposition de loi (n° 2492) visant à lutter contre le gaspillage alimentaire (2^e séance du jeudi 5 février 2015) ;
4. Proposition de loi (n° 2291) relative à la maladie de Lyme (2^e séance du jeudi 5 février 2015) ;

Annexe IX

Liste chronologique des lois promulguées ⁽⁵⁸⁾

Date de promulgation	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés ⁽⁵⁹⁾
01/10/2014	Loi n° 2014-1104 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur	Proposition AN	40
13/10/2014 *	Loi n° 2014-1170 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt	Projet AN	361
13/11/2014	Loi n° 2014-1349 autorisant la ratification du protocole modifiant l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique d'autre part	Projet AN	0
13/11/2014	Loi n° 2014-1350 autorisant la ratification de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part	Projet AN	0
13/11/2014	Loi n° 2014-1351 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part	Projet AN	0
13/11/2014	Loi n° 2014-1352 autorisant la ratification du protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	Projet AN	0
13/11/2014	Loi n° 2014-1353 renforçant les dispositions de lutte contre le terrorisme	Projet AN	30
24/11/2014 *	Loi n° 2014-1392 sur le projet de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution	Projet AN	4
26/11/2014	Loi n° 2014-1401 autorisant l'adhésion de la France à l'accord portant création de la Facilité africaine de soutien juridique	Projet Sénat	0
26/11/2014	Loi n° 2014-1402 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu	Projet Sénat	0
18/12/2014	Loi n° 2014-1528 relative à la désignation des conseillers prud'hommes	Projet Sénat	9

⁵⁸ Les lois suivies d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

⁵⁹ Nombre d'amendements adoptés en séance, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

20/12/2014	Loi n°2014-1545 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives	Projet AN	37
22/12/2014 *	Loi n° 2014-1554 de financement de la sécurité sociale	Projet AN	317
29/12/2014	Loi n° 2014-1653 de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019	Projet AN	42
29/12/2014 *	Loi n° 2014-1654 de finances pour 2015	Projet AN	400
29/12/2014 *	Loi n° 2014-1655 de finances rectificatives pour 2014 (2)	Projet AN	193
30/12/2014	Loi n° 2014-1662 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'UE en matière économique et financière	Projet AN	23
30/12/2014	Loi n° 2014-1663 habilitant le Gouvernement à prendre des mesures relevant du domaine de la loi pour assurer le respect des principes du code mondial antidopage	Projet Sénat	3
30/12/2014	Loi n° 2014-1753 autorisant la ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997	Projet AN	0
30/12/2014	Loi n° 2014-1754 autorisant la ratification de l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres d'une part, et l'Amérique centrale	Projet AN	0
30/12/2014	Loi n° 2014-1755 autorisant l'approbation de l'accord interne relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE	Projet AN	0
16/01/2015 *	Loi n° 2015-29 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral	Projet Sénat	24
03/02/2015	Loi n° 2015-104 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan relatif à la création et aux conditions d'activités des centres culturels	Projet Sénat	0
03/02/2015	Loi n° 2015-105 autorisant l'approbation de l'accord de partenariat pour la coopération culturelle, scientifique et technique et pour le développement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak	Projet AN	0
03/02/2015	Loi n° 2015-106 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Irak, d'autre part	Projet AN	0
09/02/2015	Loi n° 2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques	Proposition AN	50
16/02/2015 *	Loi n° 2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures	Projet Sénat	49
20/02/2015	Loi n° 2015-195 du 20 février 2015 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'UE dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel	Projet AN	1

09/03/2015 *	Loi n° 2015-264 du 9 mars 2015 autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire	Proposition Sénat	2
13/03/2015	Loi n° 2015-274 autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République argentine	Projet Sénat	0
13/03/2015	Loi n° 2015-275 autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie	Projet Sénat	0
13/03/2015	Loi n° 2015-276 autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela	Projet Sénat	0
13/03/2015	Loi n° 2015-277 autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République du Pérou	Projet Sénat	0
13/03/2015	Loi n° 2015-278 autorisant la ratification de la convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées	Projet AN	0
13/03/2015	Loi n° 2015-279 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu	Projet AN	0
16/03/2015	Loi n° 2015-291 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie	Projet Sénat	0
16/03/2015	loi n° 2015-292 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes	Proposition AN	15
17/03/2015	Loi n° 2015 - 294 visant à introduire une formation pratique aux gestes de premier secours dans la préparation du permis de conduire	Proposition Sénat	0
18/03/2015	Loi n° 2015 - 300 visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement	Proposition Sénat	0
30/03/2015	Loi n° 2015-359 autorisant l'approbation du cinquième avenant à la convention du 19 janvier 1967 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sur la construction et l'exploitation d'un réacteur à très haut flux	Projet Sénat	0
31/03/2015	Loi n° 2015-366 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat	Proposition Sénat	28
03/04/2015	Loi n° 2015-381 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon	Projet Sénat	0

03/04/2015	Loi n° 2015-382 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon	Projet Sénat	0
13/04/2015	Loi n° 2015-411 visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques	Proposition AN	0
17/04/2015	Loi n° 2015-433 portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse	Proposition AN	14
27/04/2015	Loi n° 2015-468 autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République populaire de Chine	Projet Sénat	0
27/04/2015	Loi n° 2015-469 autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le conseil des ministres de la République d'Albanie portant sur l'application de l'accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier	Projet AN	0
27/04/2015	Loi n° 2015-470 autorisant la ratification de la convention n°188 de l'Organisation internationale du travail relative au travail dans la pêche	Projet AN	0
27/04/2015	Loi n° 2015-471 du 27 avril 2015 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération insulaire en matière policière à Saint-Martin	Projet AN	0
27/04/2015	Loi n°2015-472 autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part	Projet Sénat	0
15/05/2015	Loi n° 2015-533 autorisant la ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au fonds de résolution unique	Projet Sénat	0
20/05/2015	Loi n° 2015-552 autorisant l'approbation de l'arrangement concernant les services postaux de paiement	Projet AN	0
20/05/2015	Loi n° 2015-553 autorisant l'approbation de la convention postale universelle	Projet AN	0
02/06/2015	Loi n°2015-588 du 2 juin 2015 relative au renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires	Proposition AN	0
24/06/2015	Loi n°2015-714 du 24 juin 2015 tendant à préciser l'infraction de domicile	Proposition Sénat	0
25/06/2015	Loi n° 2015-735 autorisant la ratification d'un accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Turkménistan, d'autre part	Projet Sénat	0
25/06/2015	Loi n° 2015-736 autorisant la ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Turkménistan relatif aux services aériens	Projet Sénat	0

25/06/2015	Loi n° 2015-737 portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur	Projet Sénat	1
29/06/2015	Loi n° 2015-762 modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer	Projet Sénat	9
06/07/2015	Loi n° 2015-816 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1539 du 19 décembre 2014 relative à l'élection des conseillers métropolitains de Lyon	Projet Sénat	0
07/07/2015	Loi n° 2015-820 autorisant la ratification de la convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves	Projet AN	0
07/07/2015	Loi n° 2015-821 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la gestion commune de la ressource en eau dans le bassin hydrographique des sources de l'Ariège, adopté sans modification en 1re lecture par l'Assemblée nationale le 25 juin 2015	Projet Sénat	0
07/07/2015	Loi n° 2015-822 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre portant délimitation de la frontière	Projet Sénat	0
07/07/2015	Loi n° 2015-823 autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part	Projet Sénat	0
07/07/2015	Loi n° 2015-824 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de notes verbales entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la création d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés à Porta	Projet Sénat	0
13/07/2015	Loi n° 2015-852 visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales	Proposition AN	0
15/07/2015	Loi n° 2015-854 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement	Projet AN	0
23/07/2015	Loi n° 2015-891 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière	Projet AN	0
23/07/2015	loi n° 2015-892 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français	Projet AN	0

24/07/2015	loi n° 2015-905 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc	Projet AN	0
24/07/2015 *	Loi organique n° 2015-911 relative à la nomination du président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement	Proposition Sénat	0
24/07/2015 *	Loi n° 2015-912 relative au renseignement	Projet AN	96
28/07/2015	Loi n° 2015-917 actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense	Projet AN	24
29/07/2015	Loi n° 2015-925 relative à la réforme du droit d'asile	Projet AN	151
03/08/2015	Loi n° 2015-957 du 3 août 2015 de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014	Projet AN	0
05/08/2015 *	Loi organique n°2015-987 du 5 août 2015 relative à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté	Projet Sénat	0
05/08/2015	Loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées	Projet Sénat	5
07/08/2015 *	Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques	Projet AN	619
07/08/2015 *	Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République	Projet Sénat	594
17/08/2015 *	Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte	Projet AN	780
17/08/2015 *	Loi n° 2015-993 du 17 août 2015 portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne	Projet Sénat	25
17/08/2015 *	Loi n° 2015-994 du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi	Projet AN	243
30/09/2015	Loi n° 2015-1197 du 30 septembre 2015 autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme	Projet Sénat	0
30/09/2015	Loi n° 2015 - 1198 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le secrétariat de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et son protocole de Kyoto concernant la vingt et unième session de la conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la onzième session de la conférence des parties agissant comme réunion des parties au protocole de Kyoto et les sessions des organes subsidiaires	Projet Sénat	0

Annexe X

Textes examinés en application de l'article 29 C. (sessions extraordinaires)

Projets :

- Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (2^{ème} lecture) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap ;
- Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (lecture définitive) ;
- Projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile (lecture définitive) ;
- Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté ;
- Projet de loi relatif à l'actualisation du droit des outre-mer ;
- Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (lecture CMP) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense (lecture CMP) ;
- Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif au droit des étrangers en France ;
- Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (lecture définitive) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 (lecture définitive) ;
- Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (lecture définitive) ;
- Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne (lecture définitive) ;
- Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (2^{ème} lecture) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques ;
- Projet de loi autorisant l'accord commercial entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part ;
- Projet de loi portant convention du conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord France Russie sur les bâtiments de projection et de commandement ;

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Secrétariat de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et son protocole de Kyoto concernant la vingt et unième session de la conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la onzième session de la conférence des parties agissant comme réunion des parties au protocole de Kyoto et les sessions des organes subsidiaires
- Projet de loi autorisant la ratification du protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac
- Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine

Propositions :

- Proposition de loi tendant à faciliter l'inscription sur les listes électorales (lecture définitive) ;
- Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre (lecture CMP)

Textes examinés en application de l'article 48 C.

Semaine du Gouvernement :

Projets :

- Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 ;
- Projet de loi de finances pour 2015 ;
- Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2015 ;
- Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme
- Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (deuxième lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de partenariat pour la coopération culturelle, scientifique et technique et pour le développement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Irak ;
- Projet de loi autorisant l'adhésion de la France à l'accord portant création de la Facilité africaine de soutien juridique ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel ;
- Projet de loi relatif à la désignation des conseillers prud'hommes ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu ;
- Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi relatif à la réforme du droit d'asile (1^{ère} lecture)
- Projet de loi de finances pour 2015 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises (lecture CMP) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2014 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (lecture définitive) ;
- Projet de loi de finances pour 2015 (lecture définitive) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2014 (lecture définitive) ;
- Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 (lecture définitive) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel (lecture CMP) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan relatif à la création et aux conditions d'activités des centres culturels ;
- Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;
- Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (lecture définitive) ;
- Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et les ordonnances n° 2008-1304 du 11 décembre 2008 et n° 2014-807 du 17 juillet 2014 modifiant la partie législative du code de l'éducation ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (lecture définitive) ;
- Projet de loi autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République argentine ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou ;

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'arrangement concernant les services postaux de paiement ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention postale universelle
- Projet de loi relatif à la biodiversité ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération insulaire en matière policière à Saint-Martin ;
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves ;
- Projet de loi autorisant l'approbation du cinquième avenant à la convention du 19 janvier 1967, modifiée par l'avenant du 6 juillet 1971 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sur la construction et l'exploitation d'un réacteur à très haut flux et modifiée ultérieurement par la convention du 19 juillet 1974 entre les deux Gouvernements susmentionnés et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative à l'adhésion de ce dernier Gouvernement à la convention et par l'avenant du 27 juillet 1976, le deuxième avenant du 9 décembre 1981, le troisième avenant du 25 mars 1993 et le quatrième avenant du 4 décembre 2002 entre les trois Gouvernements susmentionnés ;
- Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le conseil des ministres de la République d'Albanie portant sur l'application de l'accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier ;
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention n°188 de l'Organisation internationale du travail relative au travail dans la pêche ;
- Projet de loi de modernisation de notre système de santé
- Projet de loi relatif au renseignement ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et l'Union européenne visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité ;
- Projet de loi autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République populaire de Chine ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part ;
- Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et les ordonnances n° 2008-1304 du 11 décembre 2008 et n° 2014-807 du 17 juillet 2014 modifiant la partie législative du code de l'éducation (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et les ordonnances n° 2008-1304 du 11 décembre 2008 et n° 2014-807 du 17 juillet 2014 modifiant la partie législative du code de l'éducation (lecture définitive) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Turkménistan relatif aux services aériens ;

- Projet de loi autorisant la ratification d'un accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Turkménistan ;
- Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer (lecture CMP) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français ;
- Projet de loi relatif au renseignement (lecture CMP) ;
- Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de notes verbales entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la création d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés à Porta ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la gestion commune de la ressource en eau dans le bassin hydrographique des sources de l'Ariège ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre portant délimitation de la frontière ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1539 du 19 décembre 2014 relative à l'élection des conseillers métropolitains de Lyon ;
- Projet de loi portant réforme du droit d'asile (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (deuxième lecture) ;

Propositions :

- Propositions de loi relatives à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes ;
- Proposition de loi de modernisation de la presse ;
- Proposition de loi communautés de communes ou d'agglomération ;
- Proposition de loi exercice de leur mandat par les élus locaux (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi organique relative à la nomination du Président de l'agence de la biodiversité ;
- Proposition de loi exercice de leur mandat par les élus locaux (lecture CMP) ;

- Proposition de loi relative à la nomination du Président de la Commission nationale ... du renseignement ;
- Proposition de loi relative au deuxième dividende numérique et à la télévision numérique terrestre ;
- Proposition de loi tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes ;
- Proposition de loi tendant à faciliter l'inscription sur les listes électorales (nouvelle lecture).

Semaine de l'Assemblée :

Projets :

- Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2015 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 ;
- Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;
- Projet de loi de modernisation de notre système de santé ;

Propositions :

- Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement ;
- Proposition de résolution visant à réaffirmer le droit fondamental à l'interruption volontaire de grossesse en France et en Europe ;
- Proposition de résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale ;
- Proposition de résolution portant sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine ;
- Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès aux installations nucléaires de base (INB) ;
- Proposition de loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire ;
- Proposition de loi relative à la maladie de Lyme ;
- Proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie ;
- Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales ;
- Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre ;
- Proposition de loi relative à la protection de l'enfant ;
- Proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité à certaines personnes ou structures privées accueillant des mineurs et à assurer le respect du principe de laïcité ;
- Proposition de loi visant à instaurer une dérogation aux délais de paiement interentreprises pour les activités de "grand export" ;
- Proposition de résolution européenne relative à la juste appréciation des efforts faits en matière de défense et d'investissements publics dans le calcul des déficits publics ;
- Proposition de résolution européenne appelant à une coordination des politiques européennes en matière de prévention et de lutte contre le tabac ;
- Proposition de loi visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale ;
- Proposition de loi relative au statut, à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- Proposition de loi instaurant une action de groupe en matière de discrimination et de lutte contre les inégalités ;
- Proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel (deuxième lecture) ;

Semaine de contrôle (art. 48, al. 4 C):

Projets :

- Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2015 (lecture définitive) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2014 ;
- Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;
- Projet de loi relatif à la biodiversité ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique ;
- Projet de loi relatif au renseignement ;
- Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;
- Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi ;
- Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense

Propositions :

- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la surveillance des filières et des individus djihadistes ;
- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux missions et modalités du maintien de l'ordre républicain dans un contexte de respect des libertés publiques et du droit de manifestation ;
- Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle (lecture CMP) ;
- Proposition de loi organique relative à la nomination du président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité ;
- Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse (lecture CMP) ;

Journées réservées aux groupes de l'opposition et minoritaires (art. 48, al. 5 C) :

- Proposition de loi relative à la simplification et au développement du travail, de la formation et de l'emploi ;
- Proposition de loi visant à instaurer le vote par voie électronique des Français de l'étranger à l'élection présidentielle et à l'élection des représentants au Parlement européen ;
- Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles ;
- Proposition de loi relative au financement de la recherche oncologique pédiatrique par l'industrie pharmaceutique ;
- Proposition de loi visant à accélérer, simplifier et réduire le coût du passage de l'examen du permis de conduire ;





- Proposition de loi constitutionnelle visant à instaurer un principe d'innovation responsable ;
- Proposition de loi visant à lutter contre les démarches engagées par des Français pour obtenir une gestation pour autrui ;
- Proposition de loi visant à étendre la déchéance de la nationalité française à tout individu portant les armes ou assistance aux côtés de terroristes ;
- Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi visant à assurer aux patients le respect de leur choix de fin de vie ;
- Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre ;
- Proposition de loi visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques ;
- Proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire ;
- Proposition de loi visant à assouplir le mécanisme dit du "droit d'option départemental" ;
- Proposition de loi relative aux connaissances linguistiques des candidats francophones à la naturalisation ;
- Proposition de résolution invitant le Gouvernement à renégocier les conditions de saisine et les compétences de la Cour européenne des droits de l'Homme, sur des questions touchant à la sécurité nationale et à la lutte contre le terrorisme ;
- Proposition de loi visant à faire perdre la nationalité française à tout individu arrêté ou identifié portant les armes ou se rendant complice par la fourniture de moyens à des opérations armées contre les forces armées ou les forces de sécurité françaises ou tout civil Français et à rétablir le crime d'indignité nationale pour les Français sans double nationalité ;
- Proposition de loi relative à la légitime défense des policiers ;
- Proposition de résolution relative à la dette souveraine des Etats de la zone euro ;
- Proposition de loi relative au droit de préemption des salariés ;
- Proposition de loi relative à l'entretien et au renouvellement du réseau des lignes téléphoniques ;
- Proposition de résolution visant au maintien des classes bilangues pour l'apprentissage de l'allemand ;
- Proposition de loi visant à expérimenter un service civique de défense ;
- Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance ;
- Proposition de loi visant à faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile ;
- Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy.

Annexe XI

Calendrier de la session ordinaire

arrêté par les Conférences des Présidents du 8 juillet, des 4 et 25 novembre, du 16 décembre 2014 et du 5 mai 2015

2014						2015					
OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUIN	JUIN	JUIN
M 1	S 1 Férié	L 1	J 1 Férié	D 1	D 1	M 1	V 1 Férié	L 1	L 1	L 1	L 1
J 2	D 2	M 2	V 2	L 2	L 2	J 2	S 2	M 2	M 2	M 2	M 2
V 3	L 3	M 3	S 3	M 3	M 3	V 3	D 3	M 3	M 3	M 3	M 3
S 4	M 4	J 4	D 4	M 4	M 4	S 4	L 4	M 4	M 4	M 4	M 4
D 5	M 5	V 5	L 5	J 5	J 5	D 5	M 5	V 5	V 5	V 5	V 5
L 6	J 6	S 6	M 6	V 6	V 6	L 6	M 6	S 6	S 6	S 6	S 6
M 7	V 7	D 7	M 7	S 7	S 7	M 7	J 7	D 7	D 7	D 7	D 7
M 8	S 8	L 8	J 8	D 8	D 8	M 8	V 8	L 8	L 8	L 8	L 8
J 9	D 9	M 9	V 9	L 9	L 9	J 9	S 9	M 9	M 9	M 9	M 9
V 10	L 10	M 10	S 10	M 10	M 10	V 10	D 10	M 10	M 10	M 10	M 10
S 11	M 11	J 11	D 11	M 11	M 11	S 11	L 11	J 11	J 11	J 11	J 11
D 12	M 12	V 12	L 12	J 12	J 12	D 12	M 12	V 12	V 12	V 12	V 12
L 13	J 13	S 13	M 13	V 13	V 13	L 13	M 13	S 13	S 13	S 13	S 13
M 14	V 14	D 14	M 14	S 14	S 14	M 14	J 14	D 14	D 14	D 14	D 14
M 15	S 15	L 15	J 15	D 15	D 15	M 15	V 15	L 15	L 15	L 15	L 15
J 16	D 16	M 16	V 16	L 16	L 16	J 16	S 16	M 16	M 16	M 16	M 16
V 17	L 17	M 17	S 17	M 17	M 17	V 17	D 17	M 17	M 17	M 17	M 17
S 18	M 18	J 18	D 18	M 18	M 18	S 18	L 18	J 18	J 18	J 18	J 18
D 19	M 19	V 19	L 19	J 19	J 19	D 19	M 19	V 19	V 19	V 19	V 19
L 20	J 20	S 20	M 20	V 20	V 20	L 20	M 20	S 20	S 20	S 20	S 20
M 21	V 21	D 21	M 21	S 21	S 21	M 21	J 21	D 21	D 21	D 21	D 21
M 22	S 22	L 22	J 22	D 22	D 22	M 22	V 22	L 22	L 22	L 22	L 22
J 23	D 23	M 23	V 23	L 23	L 23	J 23	S 23	M 23	M 23	M 23	M 23
V 24	L 24	M 24	S 24	M 24	M 24	V 24	D 24	M 24	M 24	M 24	M 24
S 25	M 25	J 25 Férié	D 25	M 25	M 25	S 25	L 25	J 25	J 25	J 25	J 25
D 26	M 26	V 26	L 26	J 26	J 26	D 26	M 26	V 26	V 26	V 26	V 26
L 27	J 27	S 27	M 27	V 27	V 27	L 27	M 27	S 27	S 27	S 27	S 27
M 28	V 28	D 28	M 28	S 28	S 28	M 28	J 28	D 28	D 28	D 28	D 28
M 29	S 29	L 29	J 29	D 29	D 29	M 29	V 29	L 29	L 29	L 29	L 29
J 30	D 30	M 30	V 30	L 30	L 30	J 30	S 30	M 30	M 30	M 30	M 30
V 31	L 31	M 31	S 31	M 31	M 31	V 31	D 31	J 31	J 31	J 31	J 31

	Semaine du Gouvernement		Suspension des travaux
	Semaine de l'Assemblée nationale		Jour des groupes d'opposition ou minoritaires (UMP/UDI/Écolo/RRDP/GDR)
	Semaine de contrôle		Loi de finances ou de financement de la sécurité sociale

Annexe XII

Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée au cours de la session 2014-2015

Date de publication (JOLD)	Nature du texte	Origine	N°	Objet du texte	Adoption définitive		
01/10/2014	Projet	AN	2182	Relatif à la réforme de l'asile	LD	AN	15/07/2015
02/10/2014	Projet	AN	2236	Programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019	LD	AN	18/12/2014
11/10/2014	Proposition	AN	2241	Relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle pour des communes fortes et vivantes	CMP	S	04/03/2015
24/10/2014	Projet	AN	2319	Portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel	CMP	S	10/02/2015
08/10/2014	Projet	Sénat	2344	Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu			
26/11/2014	Projet	AN	2026	Autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu	LD	AN	05/03/2015
05/12/2014	Projet	Sénat	2540	Ratifiant l'ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le Titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et les ordonnances n°2008-1304 du 11 décembre 2008 et n°2014-807 du 17 juillet 2014 modifiant la partie législative du code de l'éducation			
06/12/2014	Projet	Sénat	2529	Portant nouvelle organisation territoriale de la République	CMP	Sénat	16/07/2015
12/12/2014	Projet	AN	2447	Pour la croissance et l'activité	LD	AN	10/07/2015
13/12/2014	Proposition	AN	2224	Portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse	CMP	AN	02/04/2015
18/12/2014	Projet	Sénat	2612	Autorisant la ratification de l'accord d'association entre L'UE, la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres d'une part et la République de Moldavie d'autre part	1ère lecture	AN	16/04/2015

15/01/2014	Projet	Sénat	2557	Ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon	1ère lecture	AN	24/03/2015
15/01/2014	Projet	Sénat	2558	Ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du CGCT, du CGI et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon	1ère lecture	AN	24/03/2015
06/03/2015	Projet	Sénat	2800	Ratifiant l'ordonnance n° 2014-1539 du 19 décembre 2014 relative à l'élection des conseillers métropolitains de Lyon	1ère lecture	AN	25/06/2015
10/03/2015	Proposition	AN	2619	Visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales	LD	AN	08/07/2015
17/03/2015	Projet	AN	2302	Projet de loi relatif à la santé			
20/03/2015	Projet	AN	2669	Relatif au renseignement	CMP	AN	24/06/2015
26/03/2015	Projet	Sénat	2758	Ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part,	1ère lecture	AN	25/06/2015
26/03/2015	Projet	Sénat	2759	Modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer			
09/04/2015	Projet	Sénat	2912	Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté	1ère lecture	AN	15/07/2015
11/04/2015	Projet	Sénat	2840	Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation, et de la voirie pour les personnes handicapées	CMP	Sénat	21/07/2015
16/04/2015	Projet	AN	2724	Projet de loi autorisant la ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part			
16/04/2015	Projet	AN	2725	Approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc	1ère lecture	Sénat	15/07/2015
23/04/2015	Projet	AN	2739	Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi présenté par M.le Ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	LD	AN	23/07/2015
30/04/2015	Projet	AN	2705	Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'indemnisation de certaines victimes de la Shoah déportées depuis la France, non couvertes par des programmes français			
30/04/2015	Projet	Sénat	2910	Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer	CMP	AN	01/10/2015
13/05/2015	Proposition	Sénat	2855	Proposition de loi organique relative à la nomination du président de la commission nationale de contrôle des techniques de renseignement, déposée sur le bureau du Sénat le 7 mai 2015	1ère lecture	AN	24/06/2015
21/05/2015	Projet	AN	2779	Actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense	CMP	Sénat	17/07/2015

21/05/2015	Projet	AN	2791	Autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part	1ère lecture	Sénat	29/10/2015
28/05/2015	Projet	AN	2813	Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année	LD	AN	22/07/2015
02/06/2015	Proposition	AN	2790	Tendant à consolider et clarifier l'organisation de la manutention dans les ports maritimes			
05/06/2015	Proposition	AN	2822	de M. Bruno Le Roux et plusieurs de ses collègues relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre	CMP	Sénat	05/10/2015
10/06/2015	Projet	AN	2648	Autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement	1ère lecture	Sénat	07/07/2015
11/06/2015	Projet	Sénat	2943	Approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et son Protocole de Kyoto concernant la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la onzième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto et les sessions des organes subsidiaires	1ère lecture	AN	17/09/2015
16/06/2015	Projet	AN	2184	Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière	1ère lecture	Sénat	15/07/2015
16/07/2015	Projet	AN	2982	Portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des risques			
01/08/2015	Projet	AN	3037	Relatif à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public			
01/08/2015	Projet	Sénat		Projet de loi organique relatif à l'indépendance et l'impartialité des magistrats et à l'ouverture de la magistrature sur la société			
01/08/2015	Projet	Sénat		Portant application des mesures relatives à la justice du XXIème siècle			
01/08/2015	Projet	AN	1278 (rect. 2880)	Relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires			
27/08/2015	Projet	AN	3039	Autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur le règlement des obligations complémentaires liées à la cessation de l'accord du 25 janvier 2011 relatif à la coopération dans le domaine de la construction de bâtiments de projection et de commandement	1ère lecture	Sénat	30/09/2015
05/09/2015	Projet	AN	2741	Autorisant la ratification du protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac	1ère lecture	Sénat	14/10/2015
16/09/2015	Proposition	AN	3042	Relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales			
23/09/2015	Proposition	Sénat	3122	Proposition de loi et proposition de loi organique portant dématérialisation du Journal Officiel de la République française			

Annexe XIII

Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifié

	N° dépôt	Nature	Origine	Texte	Date de la discussion
1	2344	Projet	Sénat	Approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu	20/11/2014
2	1339	Projet	AN	Approbation de l'accord de partenariat pour la coopération culturelle, scientifique et technique et pour le développement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak	20/11/2014
3	1340	Projet	AN	Autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Irak	20/11/2014
4	2057	Projet	AN	Autorisant l'adhésion de la France à l'accord portant création de la Facilité africaine de soutien juridique	20/11/2014
5	2147	Projet	AN	Autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020	20/11/2014
6	785	Projet	Sénat	Autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République argentine	05/03/2015
7	1799	Projet	Sénat	Autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République du Pérou	05/03/2015
8	1183	Projet	Sénat	Autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela	05/03/2015
9	1181	Projet	Sénat	Autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie	05/03/2015
10	1180	Projet	Sénat	Autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie	05/03/2015
11	2418	Projet	AN	Autorisant l'approbation de l'arrangement concernant les services postaux de paiement	05/03/2015
12	2419	Projet	AN	Autorisant l'approbation de la Convention postale universelle	05/03/2015
13	1961	Projet	AN	Accord France-Pays-Bas sur la coopération insulaire en matière policière à Saint-Martin (convention)	19/03/2015
14	1238	Projet	AN	Ratification de la convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves	19/03/2015
15	2345	Projet	Sénat	Convention avec l'Allemagne sur la construction et l'exploitation d'un réacteur à très haut flux	19/03/2015

16	1586	Projet	AN	Approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le conseil des ministres de la République d'Albanie portant sur l'application de l'accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier	19/03/2015
17	1888	Projet	AN	Convention OIT pêche	19/03/2015
18	2550	Projet	AN	Application à Saint-Barthélemy de la législation de l'Union européenne en matière de fiscalité	16/04/2015
19	1095	Projet	Sénat	Traité d'extradition avec la Chine	16/04/2015
20	2346	Projet	Sénat	Autorisant la ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Turkménistan relatif aux services aériens	16/06/2015
21	783	Projet	Sénat	Autorisant la ratification d'un accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Turkménistan	16/06/2015
22	2648	Projet	AN	Autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement	25/06/2015
23	2489	Projet	Sénat	Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la gestion commune de la ressource en eau dans le bassin hydrographique des sources de l'Ariège	25/06/2015
24	2490	Projet	Sénat	Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre portant délimitation de la frontière	25/06/2015
25	2491	Projet	Sénat	Autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de notes verbales entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la création d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés à Porta	25/06/2015
26	2184	Projet	AN	Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière	25/06/2015
27	1163	Projet	AN	Autorisant la ratification de l'accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part	25/06/2015
28	1239	Projet	AN	Autorisant la ratification de l'accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération	25/06/2015
29	2724	Projet	AN	Autorisant la ratification de l'accord commercial entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part	17/09/2015
30	1096	Projet	Sénat	Autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme	17/09/2015

Annexe XIV

Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé

Date de la conférence des Présidents	Texte	Temps alloué aux groupes et aux non inscrits ⁽⁶⁰⁾	Temps utilisé par les groupes et les non inscrits ⁽⁵⁹⁾	Temps global de séance utilisé	Dates de discussion
16/09/2014	Relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (1 ^{ère} lecture)	30 h 00 (0 h 40)	24 h 25	47 h 45	1 ^{er} , 6, 7, 8, 10 et 14 octobre 2014
04/11/2014	Relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (2 ^{ème} lecture)	15 h 00 (0 h 20)	13 h 54	19 h 56	18, 19, 20 et 25 novembre 2014
02/12/2014	Relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (Nouvelle lecture)	7 h 30 (0 h 10)	05 h 44	09 h 26	8 et 9 décembre 2014
16/12/2014	Croissance et activité (1 ^{ère} lecture)	50 h 00 (01 h 00)	48 h 27	111 h 24	26, 27, 28, 30 janvier et 2, 3, 4, 6, 9, 12, 13 et 14 février 2015
05/05/2015	Relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (Nouvelle lecture)	15 h 00 (0 h 20)	11 h 34	27 h 10	19, 20, 21 et 26 mai 2015

⁶⁰ Ce temps n'inclut pas les interventions des présidents des groupes (article 49, alinéa 8 du Règlement de l'Assemblée nationale).

Annexe XV

Commissions mixtes paritaires

Texte	Date de nomination du Bureau	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
		AN	Sénat	
Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme Pj AN n° 2110 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	21/10/2014	29/10/2014	04/11/2014	04/11/2014 Adoption au Sénat
Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière Pj AN n° 2148 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	11/12/2014	16/12/2014	17/12/2014	17/12/2014 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises Pj AN n° 2060 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	25/11/2014	15/12/2014	18/12/2014	18/12/2014 Adoption au Sénat
Projet de loi de programmation des finances publiques pour 2014 à 2019 Pj AN n° 2236 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	11/12/2014	16/12/2014	17/12/2014	18/12/2014 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi de finances pour 2015	11/12/2014	16/12/2014	17/12/2014	18/12/2014

Pj AN n° 2234 <i>Procédure accélérée automatique</i> Après 1 ^{ère} lecture				Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 Pj AN n° 2252 <i>Procédure accélérée automatique</i> Après 1 ^{ère} lecture	18/11/2014	25/11/2014	27/11/2014	01/12/2014 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral Pj S n° 2331 Procédure accélérée Après 2 ^{ème} lecture	27/11/2014	09/12/2014	15/12/2014	17/12/2014 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi de finances rectificative pour 2014 (2) Pj AN n° 2353 <i>Procédure accélérée automatique</i> Après 1 ^{ère} lecture	15/12/2014	16/12/2014	17/12/2014	18/12/2014 Adoption à l'Assemblée nationale
Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle Pn AN n° 2241 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	27/01/2015	11/02/2015	04/03/2015	04/03/2015 Adoption au Sénat
Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu Pj AN n° 2026 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	15/01/2015	20/01/2015	19/02/2015	05/03/2015 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi d'adaptation au droit de l'UE en matière de propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel Pj AN n° 2319 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	15/01/2015	20/01/2015	10/02/2015	10/02/2015 Adoption au Sénat
Proposition de loi visant à faciliter l'exercice de leur mandat par les élus locaux Pn S n° 660 Après 2 ^{ème} lecture	17/03/2015	19/03/2015	19/03/2015	19/03/2015 Adoption à l'Assemblée nationale
Proposition de loi portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse Pn AN n° 2224	18/02/2015	25/03/2015	02/04/2015	02/04/2015 Adoption au

<i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture				Sénat
Projet de loi portant transformation de l'université des Antilles Pj S n° 2540 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	11/03/2015	20/05/2015	10/06/2015	16/06/2015 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte Pj AN n° 2188 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	10/03/2015	26/05/2015	15/07/2015	22/07/2015 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi pour la croissance, activité et égalité des chances économiques Pj AN n° 2447 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	03/06/2015	18/06/2015	01/07/2015	10/06/2015 Adoption par l'art. 49, 3
Proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales Pn AN n° 2619 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	10/06/2015	29/06/2015	07/07/2015	08/07/2015 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi relatif à la réforme de l'asile Pj AN n° 2182 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	10/06/2015	25/06/2015	07/07/2015	15/07/2015 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer Pj S n° 2759 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	11/06/2015	16/06/2015	18/06/2015	18/06/2015 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif au renseignement Pj AN n° 2669 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	16/06/2015	24/06/2015	23/06/2015	24/06/2015 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi Pj AN n° 2739 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	30/06/2015	08/07/2015	20/07/2015	23/07/2015 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne Pj S n° 2341	02/07/2015	17/07/2015	23/07/2015	23/07/2015 Adoption à

<i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture				l'Assemblée nationale
Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République Pj S n° 2529 <i>Procédure accélérée</i> Après 2 ^{ème} lecture	09/07/2015	16/07/2015	16/07/2015	16/07/2015 Adoption au Sénat
Projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense Pj AN n° 2779 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	15/07/2015	16/07/2015	17/07/2015	17/07/2015 Adoption au Sénat
Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées Pj S n° 2840 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	16/07/2015	20/07/2015	21/07/2015	21/07/2015 Adoption au Sénat
Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014 Pj AN n° 2813 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	15/07/2015	16/07/2015	21/07/2015	22/07/2015 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi d'actualisation du droit des outre-mer Pj S n° 2910 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	29/09/2015	01/10/2015	01/10/2015	01/10/2015 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi relative au deuxième dividende numérique et à la poursuite de la modernisation de la télévision numérique terrestre Pn AN n° 2822 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	15/09/2015	30/09/2015	05/10/2015	05/10/2015 Adoption au Sénat

Annexe XVI

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutins secrets

Aucun scrutin secret n'a eu lieu durant la période couverte par le présent recueil.

2. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances à l'Assemblée nationale

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
1044	19/02/2015	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Christian Jacob, M. Philippe Vigier et 109 membres de l'Assemblée.	234	-	-
1133	18/06/2015	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Christian Jacob, M. Philippe Vigier et 146 membres de l'Assemblée.	198	-	-

3. Scrutins publics solennels

(scrutins publics décidés en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement)

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
914	14/10/2014	l'ensemble du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (première lecture).	314	219	32
929	21/10/2014	le projet de loi de programmation des finances publiques 2014-2019	263	245	56
930	21/10/2014	le projet de loi de finances pour 2015 (première partie)	266	245	56
945	28/10/2014	l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 (première lecture).	270	245	51
955	18/11/2014	l'ensemble du projet de loi de finances pour 2015 (1ère lecture).	266	247	56

970	25/11/2014	l'ensemble du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (deuxième lecture).	277	253	33
981	02/12/2014	la proposition de résolution portant sur la reconnaissance de l'État de Palestine (art.34-1 de la Constitution)	339	151	16
982	02/12/2014	la proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles.	191	252	23
990	09/12/2014	le projet de loi de finances rectificative pour 2014 (1ère lecture).	298	238	17
991	09/12/2014	le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (nouvelle lecture).	270	242	30
994	16/12/2014	l'ensemble du projet de loi relatif à la réforme de l'asile (première lecture).	324	188	29
995	16/12/2014	l'ensemble du projet de loi de finances pour 2015 (nouvelle lecture)	257	222	54
998	13/01/2015	la déclaration du Gouvernement, en application de l'article 35, alinéa 3, de la Constitution, sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces armées en Irak	488	1	13
1062	10/03/2015	l'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, après engagement de la procédure accélérée, portant nouvelle organisation territoriale de la République (première lecture).	306	238	11
1070	17/03/2015	l'ensemble de la proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie (première lecture)	436	34	83
1083	24/03/2015	l'ensemble du projet de loi relatif à la biodiversité (première lecture)	325	189	34
1084	24/03/2015	la proposition de loi organique relative à la nomination du président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité (première lecture)	351	185	8
1106	14/04/2015	l'ensemble du projet de loi de modernisation de notre système de santé (première lecture)	311	241	10
1109	05/05/2015	l'ensemble du projet de loi relatif au renseignement (première lecture)	438	86	42
1120	26/05/2015	l'ensemble du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (nouvelle lecture)	308	217	31
1127	02/06/2015	l'ensemble du projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (première lecture)	301	238	13
1130	09/06/2015	l'ensemble du projet de loi actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense (première lecture)	291	195	64
1155	15/07/2015	déclaration du Gouvernement sur l'accord européen relatif à la Grèce (application de l'article 50-1 de la Constitution)	412	69	49

Annexe XVII

Décisions du Conseil Constitutionnel

Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires (Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale afin de doter les groupes parlementaires d'un statut d'association	Président de l'Assemblée nationale 18.09.2014	2014-702 DC 16.10.2014	18.10.2014	Conforme
Loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution	Premier ministre 22.10.2014	2014-703 DC 19.11.2014	25.11.2014	Non-conformité partielle
Résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale	Président de l'Assemblée nationale 01.12.2014	2014-705 DC 11.12.2014	13.12.2014	Non-conformité partielle
Loi organique relative à la nomination du Président de la commission nationale de contrôle des techniques de renseignement	Premier ministre 25.06.2015	2015-714 DC 23.07.2015	26.07.2015	Conforme
Loi organique relative à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté	Premier ministre 16.07.2015	2015-716 DC 30.07.2015	06.08.2015	Conforme

Conformité à la Constitution des lois ordinaires (Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt	Plus de 60 députés 15.09.2014	2014-701 DC 09.10.2014	14.10.2014	Non-conformité partielle
Loi relative à la désignation des conseillers prud'hommes	Plus de 60 députés 24.11.2014	2014-704 DC 11.12.2014	19.12.2014	Conforme

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015	Plus de 60 sénateurs 03.12.2014 Plus de 60 députés 05.12.2014	2014-706 DC 18.12.2014	24.12.2014	Non-conformité partielle
Délimitation des régions	Plus de 60 députés et de 60 sénateurs 19.12.2014	2014-709 DC 15.01.2015	17.01.2015	Non-conformité partielle
Loi de finances pour 2015	Plus de 60 sénateurs et plus de 60 députés 19.12.2014	2014-707 DC 29.12.2014	30.12.2014	Non-conformité partielle
Loi de finances rectificative pour 2014	Plus de 60 députés 19.12.2014 et plus de 60 sénateurs 22.12.2014	2014-708 DC 29.12.2014	30.12.2014	Non-conformité partielle
Loi relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures	Plus de 60 sénateurs 29.01.2015	2015-710 DC 12.02.2015	17.02.2015	Article conforme
Loi autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire	Plus de 60 sénateurs 11.02.2015	2015 – 711 DC 05.03.2015	10.03.2015	Articles conformes
Loi relative au renseignement	Le Président de la République Le Président du Sénat et plus de 60 députés 25.06.2015	2015-713 DC 23.07.2015	26.07.2015	Non-conformité partielle
Loi portant nouvelle organisation territoriale de la République	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 22.07.2015	2015-717 DC 06.08.2015	08.08.2015	Non-conformité partielle
Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte	Plus de 60 sénateurs 23.07.2015 Plus de 60 députés 27.07.2015	2015-718 DC 13.08.2015	18.08.2015	Non-conformité partielle
Loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne	Plus de 60 sénateurs 24.07.2015	2015-719 DC 13.08.2015	18.08.2015	Non-conformité partielle
Loi relative au dialogue social et à l'emploi	Plus de 60 députés 27.07.2015	2015-720 DC 13.08.2015	18.08.2015	Non-conformité partielle

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 15.07.2015	2015-715 DC 05.08.2015	07.08.2015	Non-conformité partielle

Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative (Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Articles L. 531-3, L.531-4, L.531-7, L.544-5 et L.552-1 du code de la sécurité sociale	Premier ministre 27 octobre 2014	2014-251 L 27.11.2014	10.12.2014	Réglementaire
Articles L. 710-1, 711-8, 711-13, 711-15, 711-16 et 712-1 du code du commerce, et diverses articles d'autres codes et lois (CGI, code rural, loi du 5 juillet 1996 relative à la promotion du commerce et de l'artisanat, loi du 24 mars 2014 dite ALUR, et loi du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises)	Premier ministre 7 janvier 2015	2015-252 L 29.01.2015	31.01.2015	Réglementaire
Sur la nature juridique du nombre « cinq » figurant au 3 ^e alinéa de l'article L. 758-1 du code de l'éducation	Premier ministre 28 janvier 2015	2015-253 L 13.02.2015	15.02.2015	Réglementaire
Sur la nature juridique des expressions « un an », « trois ans » et « cinq ans » dans la partie législative du code forestier (art. L. 341-3)	Premier ministre 12 mars 2015	2015-254 L 09.04.2015	11.04.2015	Réglementaire
Sur la nature juridique de la dénomination « Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie » (partie législative du code de commerce)	Premier ministre 7 avril 2015	2015-255 L 21.04.2015	23.04.2015	Réglementaire
Sur la nature juridique de dispositions relatives à divers organismes	Premier ministre 23 juin 2015, rectifiée le 29 juin 2015	2015-256 L 21.07.2015	24.07.2015	Réglementaire (mais 3 dispositions à caractère législatif)
Nature juridique de certaines dispositions de l'article 19-1 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques	Premier ministre 27 juillet 2015	2015-257 L 13.08.2015	18.08.2015	Réglementaire

Conformité aux dispositions relatives aux études d'impact (Application de l'article 39 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Caractère législatif ou réglementaire des propositions de loi et amendements auxquels est opposée une fin de non-recevoir (Application de l'article 41 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Conformité à la Constitution des traités (Application de l'article 54 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Dispositions relatives à la régularité de l'élection des députés (Application de l'article 59 de la Constitution)

Objet	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Annulation des opérations électorales 14 et 28 juin 2014 dans la 1 ^{ère} circonscription de Polynésie française pour la désignation d'un député de l'AN	M. Hans Amaru 10.07.2014 + M. Tauhiti Dalino Nena 10.07.2014	Décision n° 2014-4898/4899 AN du 23.01.2015	25.01.2015	rejet
Situation de Teapuahaamau Gustave Heitaa, candidat aux élections de juin 2014 dans la 1 ^{ère} circonscription de Polynésie française pour l'élection d'un député à l'AN	Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques 21.10.2014	Décision n° 2014-4917 AN du 23.01.2015	25.01.2015	rejet
Annulation des opérations électorales auxquelles il a été procédé les 7 et 14 décembre 2014 dans la 3 ^{ème} circonscription du département de l'Aube en vue de la désignation d'un député à l'AN	M. Nicolas Rousseaux 16.12.2014	Décision n° 2014-4918 AN du 23.01.2015	25.01.2015	rejet
Requête tendant à l'annulation des opérations électorales auxquelles il a été procédé les 1 ^{er} et 8 février 2015 dans la 4 ^{ème} circonscription du département du Doubs en vue de la désignation d'un député à l'AN (Frédéric Barbier)	M. Nicolas Rousseaux 10.02.2015	Décision n°2015-4927 AN 22.04.2015	24.04.2015	Rejet

Dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

(Application des articles 74 et 74-1 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Certaines dispositions de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal	Président de la Polynésie française 30.07.2014	DC. 2014-5 LOM du 23.10.2014	25.10.2014	Compétence territoriale partielle
Certaines dispositions touchant au droit de la propriété intellectuelle (contenues dans les lois n° 2004- 1338, loi n° 2006 - 961, loi n°2008- 518, loi n°2013 - 1168, loi n°2014 - 35)	Président de la Polynésie française 30.07.2014	DC 2014-6 LOM du 07.11.2014	07.11.2014	Compétence territoriale partielle
Des dispositions du 2°, 3°, 8° au 26°, 29° au 36° du I et celles du V de l'article 10 de la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allégement des procédures	Président de la Polynésie française 10.09.2014	DC 2014-7 LOM du 19.11.2014	21.11.2014	Compétence territoriale partielle
Loi du pays relative à l'accès à l'emploi titulaire des fonctions publiques de Nouvelle-Calédonie	Président de l'Assemblée de la province des Iles Loyauté 03.09.2014	2014-4 LP du 21.11.2014	23.11.2014	Non-conformité partielle (articles 1 à 11)
Certaines dispositions contenues dans la loi de simplification du droit du 20 décembre 2007 et dans la loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes du 4 août 2014	Président de la Polynésie française 09.10.2014	DC 2014-8 LOM 08.01.2015	11.01.2015	Conformité partielle
Loi du pays portant création de centimes additionnels sur la taxe sur les jeux, spectacles et divertissements au profit des provinces	Président de l'Assemblée de la province Nord 02.12.2014	décision n° 2014-5 LP 27.02.2015	01.03.2015	Conforme

Annexe XVIII

Déclarations et débats

Tenus à la demande du Gouvernement

Date	Objet	Ministre	Fondement juridique	Suivi d'un vote
20.10.2014	Débat sur le prélèvement européen	M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes		NON
13.01.2015	Débat sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces françaises en Irak	M. Manuel Valls, Premier ministre M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense	Art 35 al 3 C	OUI
21.01.2015	Débat sur la fin de vie	M Manuel Valls, Premier ministre Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes	Art 50-1 C	NON
08.07.2015	Déclaration du Gouvernement sur la situation de la Grèce et les enjeux européens	M Manuel Valls, Premier ministre	Art 50-1 C	NON
09.07.2015	Débat d'orientation sur les finances publiques	Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget	Art 48 LOLF	NON
15.07.2015	Déclaration du Gouvernement sur l'accord européen relatif à la Grèce	M Manuel Valls, Premier ministre	Art 50-1 C	OUI
15.09.2015	Déclaration du Gouvernement et débat sur l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien	M Manuel Valls, Premier ministre M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense	Art 35 al 2 C	NON
16.09.2015	Débat sur l'accueil des réfugiés en France et en Europe	M Manuel Valls, Premier ministre M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur	Art 50-1 C	NON
29.09.2015	Débat sur la situation et l'avenir de l'agriculture	M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt	Art 50-1 C	NON

Organisé par la Conférence des Présidents

Date	Objet	Ministre
11.02.2015	Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes puis débat	-

Tenu à la demande des commissions permanentes

Date	Organe demandeur	Objet	Ministre
15.01.2015	Affaires européennes	Débat sur le paquet énergie climat	M. Harlem Désir, secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes

Tenus à la demande des groupes politiques

Date	Organe demandeur	Objet	Ministre
14.01.2015	Socialiste, républicain et citoyen	Débat d'orientation sur la stratégie numérique de la France	Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du numérique
14.01.2015	Union des démocrates et indépendants	Débat sur la politique maritime de la France	M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche
15.01.2015	Gauche démocrate et républicaine	Débat sur l'avenir du secteur industriel de défense et des capacités de maintenance industrielle des matériels	M. Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État chargé des anciens combattants et de la mémoire
15.01.2015	Ecologiste	Débat sur la fiscalité des carburants	M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget
15.01.2015	Radical, républicain, démocrate et progressiste	Débat sur le rapport de la mission d'information sur le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi	M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget
12.02.2015	Gauche démocrate et républicaine	Débat sur le rapport d'information sur le fair-play financier européen et son application au modèle économique des clubs de football professionnel français	M. Patrick Kanner, Ministre de la ville, de la jeunesse et des sports
12.02.2015	Ecologiste	Débat sur le rapport d'information sur l'évaluation de l'adéquation entre l'offre et les besoins de formation professionnelle	M. Patrick Kanner, Ministre de la ville, de la jeunesse et des sports
24.03.2015	Socialiste, républicain et citoyen et Radical, républicain, démocrate et progressiste	Débat sur le rapport d'information sur l'évaluation du développement des services à la personne (rapport du CEC)	Mme Laurence Rossignol, secrétaire d'État chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie
25.03.2015	Ecologiste et Gauche démocrate et républicaine	Débat sur le rapport d'information relatif au contrat d'objectifs et de moyens de France Télévisions	Mme Fleur Pellerin, Ministre de la Culture et de la communication
04.05.2015	Ecologiste	Débat sur le rapport d'information sur l'évaluation du paquet "énergie climat" de 2008 en France	M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche
05.05.2015	Radical, républicain, démocrate et progressiste	Débat sur le rapport du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques sur l'évaluation du réseau culturel de France à l'étranger	Mme Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie
06.05.2015	Socialiste, républicain et citoyen	Débat sur le projet économique, social et européen de la France	Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du Budget M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes
02.06.2015	Socialiste, républicain et citoyen et Radical, républicain, démocrate et progressiste	Débat sur l'emploi des jeunes en Europe	M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
03.06.2015	Union des démocrates et indépendants	Débat sur l'évaluation du soutien public aux exportations	M. Mathias Fekl, SE chargé du commerce extérieur
03.06.2015	Ecologiste	Débat sur les négociations internationales climatiques	Mme Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie

Tenu à la demande d'une commission et d'un groupe politique

Date	Organe demandeur	Objet	Ministre
10.02.2015	Socialiste, républicain et citoyen et Commission des lois	Débat activité de la délégation parlementaire au renseignement	M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense

Annexe XIX

Engagements de responsabilité et censure

(article 49 de la Constitution)

1. Engagements de responsabilité

Date	Gouvernement	Type de procédure	Texte	Suite de la procédure
Mardi 17 février 2015, à 16 h 25 avant les explications de vote du scrutin solennel	Manuel Valls (II)	Art. 49, al. 3	Projet de loi relatif à la croissance, à l'activité, et l'égalité des chances économiques (n°2447) (1 ^{ère} lecture)	Motion de censure déposée par MM. Christian Jacob, Philippe Vigier et 109 membres de l'Assemblée nationale le 18 février 2015 à 18h00
Mardi 16 juin 2015 à 16h15	Manuel Valls (II)	Art. 49, al. 3	Projet de loi relatif à la croissance, à l'activité, et l'égalité des chances économiques (n°2447) (n ^{lle} lecture)	Motion de censure déposée par MM. Christian Jacob, Philippe Vigier et 146 membres de l'Assemblée nationale le 16 juin 2015 à 16h30
Jeudi 9 juillet 2015 à 15h00	Manuel Valls (II)	Art. 49, al. 3	Projet de loi relatif à la croissance, à l'activité, et l'égalité des chances économiques (n°2447) (lecture définitive)	Considéré comme adopté le 10 juillet 2015 à 15h10 (pas de dépôt de motion de censure)

2. Motions de censure

Dépôt	Prise d'acte	Auteurs	Texte	Conférence des Présidents	Date du vote	Majorité requise	Pour
17.02.2015 18 h 00	17.02.2015 18 h 00	JACOB Christian (Les Républicains), VIGIER Philippe (Union des démocrates et indépendants) et 109 membres de ces deux groupes	Croissance, activité, égalité des chances économiques (n° 2447 – 1 ^{ère} lecture)	18.02.2015	19.02.2015	289	234
16.06.2015 16 h 30	16.06.2015 18 h 30	JACOB Christian (Les Républicains), VIGIER Philippe (Union des démocrates et indépendants) et 146 membres de ces deux groupes	Croissance, activité, égalité des chances économiques (n° 2447 – nouvelle lecture)	16.06.2015	18.06.2015	289	198

Annexe XX

Questions sur une thématique ministérielle

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre interrogé
13/01/2015	Les Républicains	Questions à la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes	Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes
10/02/2015	Union des démocrates et indépendants	Questions sur la politique budgétaire	M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du Budget
11/02/2015	Radical, républicain, démocrate et progressiste	Questions sur l'amélioration des relations de travail entre le Gvt et le Parlement	M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement
11/02/2015	Les Républicains	Questions sur la politique de sécurité	M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur
24/03/2015	Les Républicains et l'Union des démocrates et indépendants	Questions sur la politique pénale	Mme Christiane Taubira, ministre de la justice
05/05/2015	Les Républicains et la Gauche démocrate et républicaine	Questions sur la politique du logement	Mme Sylvia Pinel, ministre du logement
06/05/2015	Union des démocrates et indépendants	Questions sur la politique des transports	M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports
01/06/2015	Gauche démocrate et républicaine	Questions sur la situation économique et financières de la zone euro	M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics
02/06/2015	Les Républicains	Questions sur la politique de l'éducation	Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

Annexe XXI

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministères	QG	QOSD
Premier ministre : M. Manuel Valls	126	0
Affaires étrangères et développement international : M. Laurent Fabius	39	1
Affaires européennes : M. Harlem Désir	33	1
Affaires sociales, santé et droits des femmes : Mme Marisol Touraine	89	62
Agriculture, agroalimentaire et forêt, Porte-parole du Gouvernement : M. Stéphane Le Foll	49	21
Anciens combattants et mémoire : M. Kader Arif puis M. Jean-Marc Todeschini ⁽⁶¹⁾	4	1
Budget : M. Christian Eckert	47	7
Commerce, artisanat, consommation et économie sociale et solidaire : Mme Carole Delga puis Mme Martine Pinville ⁽²⁾	16	2
Commerce extérieur, promotion du tourisme et Français de l'étranger : M. Mathias Fekl	11	2
Culture et communication : Mme Fleur Pellerin	17	5
Décentralisation et fonction publique : Mme Marylise Lebranchu	35	12
Défense : M. Jean-Yves Le Drian	26	7
Développement et francophonie : Mme Annick Girardin	8	0
Droits des femmes : Mme Pascale Boistard	6	0
Écologie, développement durable et énergie : Mme Ségolène Royal	41	30
Économie, industrie et numérique : M. Emmanuel Macron	61	28
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche : Mme Najat Vallaud-Belkacem	59	27
Enseignement supérieur et recherche : Mme Geneviève Fioraso puis M. Thierry Mandon ⁽⁶²⁾	11	2
Famille, enfance, personnes âgées et autonomie : Mme Laurence Rossignol	12	1
Finances et comptes publics : M. Michel Sapin	67	13
Intérieur : M. Bernard Cazeneuve	81	34
Justice : Mme Christiane Taubira	25	15
Logement, égalité des territoires et ruralité : Mme Sylvia Pinel	19	18
Numérique : Mme Axelle Lemaire	3	7
Outre-mer : Mme George Pau-Langevin	16	2
Personnes handicapées et lutte contre l'exclusion : Mme Ségolène Neuville	7	3
Politique de la ville : Mme Myriam El Khomri (Jusqu'au 2 septembre 2015)	2	1
Réforme de l'État et simplification : M. Thierry Mandon puis Mme Clothilde Valter ⁽²⁾	5	1
Réforme territoriale : M. André Vallini	5	0
Relations avec le Parlement : M. Jean-Marie Le Guen	20	0
Sports : M. Thierry Braillard	3	2
Transports, mer et pêche : M. Alain Vidalies	33	53
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social : M. François Rebsamen puis Mme Myriam El Khomri ⁽⁶³⁾	55	14
Ville, jeunesse et sports : Patrick Kanner	13	10
Total	1044	382

⁶¹ Décret du 21 novembre 2014

⁶² Décret du 17 juin 2015

⁶³ Décret du 2 septembre 2015

Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre	91
Affaires étrangères.....	773
Affaires européennes	105
Affaires sociales, santé et droits des femmes	3359
Agriculture, agroalimentaire et forêt	1593
Anciens combattants et mémoire.....	354
Commerce, artisanat, consommation et économie sociale	592
Commerce, artisanat, consommation et économie sociale et solidaire.....	161
Budget.....	407
Commerce extérieur, tourisme et Français de l'étranger	152
Culture et communication	634
Décentralisation et fonction publique	382
Défense	505
Droits des femmes	26
Écologie, développement durable et énergie	1222
Économie, industrie et numérique	471
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	1037
Enseignement supérieur et recherche	82
Famille, enfance, personnes âgées et autonomie	16
Famille, personnes âgées et autonomie	267
Finances et comptes publics	1036
Francophonie	42
Intérieur	990
Justice	542
Outre-mer	80
Logement, égalité des territoires et ruralité	668
Numérique	129
Personnes handicapées et lutte contre l'exclusion.....	292
Politique de la ville (jusqu'au 2 septembre 2015)	68
Réforme de l'État et simplification.....	50
Réforme territoriale	26
Relations avec le Parlement.....	126
Sports	256
Transports, mer et pêche.....	682
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social.....	1397
Ville jeunesse et sports	145
Total.....	18758